

1 trimestre 1983/469 - 481

17 JANVIER — 20 H — BOBINO — SPECTACLE RADIO-LIBERTAIRE
GASTON COUTÉ INTERPRÉTÉ PAR J. FLORENCIE, B. MEULIEN, G. PIERRON, M. ROBINE (voir P.11)

T2137-469-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 469 JEUDI 6 JANVIER 1983 6,00 F



**un avenir
d'oppression et d'injustice ?**



Fop. 2520

DES SYNDICALISTES PARLENT, SUR RADIO LIBERTAIRE



CHRONIQUE SYNDICALE.

CHRONIQUE SYNDICALE
UNE ÉMISSION ANIMÉE PAR DES ANARCHISME-SYNDICALISTES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE LE JEUDI DE 19 H À 20 H LE SAMEDI DE 11 H À 14 H 145, RUE AMELOT 75011 PARIS

89,5 MHz

Le numéro de téléphone de studio : 805.34.08

Affiche disponible à Publico. Prix : 1 F l'unité ; 0,40 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 29,7 x 42.

LILLE

Une réunion régionale ouverte à tous les sympathisants de la FA se tiendra à Lille le samedi 8 janvier 1982. Rendez-vous à 14 h 30 à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet.

A l'ordre du jour, sous forme d'exposés et de débats :
- historique de la Fédération ;
- actions en cours, perspectives actuelles ;
- être anarchiste en 1982 dans le Nord-Pas-de-Calais.

Hébergement possible pour les camarades domiciliés hors de la région lilloise.

LILLE

Le groupe Benoit Broutchoux et de Ciné Droit de Lille II présentent un cycle *Cinéma et Anarchisme* de deux films : *La bande à Bonnot*, de P. Fourastié, avec Jacques Brel, projeté le mardi 11 janvier à 18 h 30 et suivi d'un débat animé par le groupe de Lille ; *Les compagnons*, de Mocky, le mardi 8 février à 18 h 30.

Ciné Droit (fac de Droit), amph G, accès direct par le parking P1-P2.

COMMUNIQUÉS

• Un groupe de la Fédération anarchiste vient de se former à Quimper. Il invite les sympathisants de la région à le contacter par l'intermédiaire des RI, au 145, rue Amelot, Paris-11^e.

• Le groupe du Morbihan appelle tous les sympathisants anarchistes de la région à prendre contact avec lui pour développer l'implantation libertaire sur cette partie de la Bretagne. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront.

• Une liaison s'est créée sur Brunoy (91 - Essonne). Les libertaires de la région intéressés peuvent nous contacter par l'intermédiaire des RI.

• La commission agriculture de la FA est à la recherche de documents sur l'évolution agricole en France et dans le monde, sur le syndicalisme et la lutte de classes en agriculture et sur d'éventuelles présences libertaires de ce secteur de production. Ecrire aux RI de la FA qui transmettront.

• Le groupe libertaire de Marseille, 3, rue Fontaine de Caylus dans le Panier, informe les personnes intéressées qu'il tient à leur disposition, lors de la permanence du samedi de 14 h à 17 h, de nombreuses brochures, une bibliothèque de prêt, ainsi que *Le Monde libertaire*. D'autre part, il vend des ouvrages du Coral, de Claude Sigala et des lieux de vie, ceci en liaison avec le comité de soutien au Coral de Marseille.

BONDY

Le groupe de Sevran-Bondy organise, le vendredi 7 janvier, à 20 h 30, au Centre Alfa de Bondy (3, allée des Pensées), une réunion d'information sur Radio-Libertaire. Un animateur de la station sera présent et nous aborderons l'historique de la radio, son fonctionnement actuel et notre attitude face à un gouvernement qui ne cherche qu'à interdire la « voix sans maître ». Nous convions bien sûr à cette réunion tous les auditeurs bondynois de Radio-Libertaire.

La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste vient de rééditer *La Crise économique, le chômage. Origines, conséquences, remèdes*, de Sébastien Faure. Cette brochure est en vente à Publico au prix de 12 F l'unité.

Le groupe Montreuil-Rosny de la Fédération anarchiste vient de créer une collection de brochures : les Editions du Riflard. Le premier texte de cette collection s'intitule *Centralisme et fédéralisme*. Brochure en vente à Publico au prix de 15 F.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot Paris 11^e
Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe du 3^e arrondissement de Paris vient d'éditer une série de cartes postales. Elles sont en vente à Publico au prix de 10 F les sept.

Le groupe Eugène-Varlin de la FA vient d'éditer une brochure de Carlo Cafiero qui s'intitule *Communisme et anarchisme*. Elle, est en vente à Publico au prix de 4 F.

PAS UN SOU, PAS UN HOMME, PAS 1H DE TRAVAIL POUR LA GUERRE !



Pour notre survie, et notre émancipation, luttons contre la militarisation

FÉDÉRATION ANARCHISTE
145, rue Amelot 75011 PARIS Tél 805 34 08

Affiche éditée par le groupe Sacco-Vanzetti de la FA. Prix : 5 F l'unité (en soutien au groupe éditeur), 0,85 F à partir de 10 exemplaires. Format : 90 x 64.

DROITE OU GAUCHE C'EST TOUJOURS L'EXPLOITATION !



EXPLOITATION OU GESTION DIRECTE, IL FAUT CHOISIR !

Affiche éditée par le groupe de Rouen de la FA. Prix : 5 F l'unité (en soutien au groupe éditeur), 0,85 F à partir de 10 exemplaires. Format : 90 x 64.

Le premier numéro du *P'tit Quinquin libéré* est paru. Au programme : les aspects subversifs du syndicalisme polonais, les ordonnances de 59, la militarisation de la société. Cette feuille de désintoxication sociale, éditée à l'initiative des groupes FA de Lille et de Valenciennes, est disponible en joignant un timbre pour la réponse. Prix : 1 F. Ecrire aux RI qui transmettront. Egalement disponible à Publico.

Le numéro 8 de l'*Agitateur*, journal anarchiste du groupe d'Aubenas de la FA, est paru. Ce numéro est entièrement consacré à la commune anarchiste. On peut se le procurer à Publico ou en écrivant à l'adresse suivante : CES, BP n° 1, 07530 Antraigues. Le numéro : 3 F ; abonnement pour un an : 10 F et plus, CCP : 24 11 77 X Lyon.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupe de Noyon : permanence le 1^{er} jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.

Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Roissant, rue Montebello, Toulon.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Pailliette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la Librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merieux (tél. (23) 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise Michel : permanence chaque mardi, à 20 h, au local du groupe, 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris.

Groupe de Beauvais : permanence le 1^{er} mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Liaison Brunoy : permanence dans son local (foyer social) : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.

Groupe de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq et les deux premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue Fontenoy à Lille.

Groupe de Caen : permanences et table de presse le jeudi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.

Permanences des Relations Intérieures, le samedi, de 14 h 30 à 18 h au 145, rue Amelot Paris-11^e (m° République), tél. : 805.34.08.

Sommaire

PAGE 2	Activités des groupes FA	Longo Mai : le miroir aux alouettes
PAGE 3	En bref	PAGE 7
Hystérie antiterroriste...	A vendre !...	Les pesticides
Editorial	Claude Sigala	PAGE 8
PAGE 4	Le gouvernement socialiste...	Solidarność : renaissance...
PAGE 5	PC, Eglise : même combat !	Solidarité avec Solidarność en France
La putasserie de la JOC	PAGE 6	Le KGB
Les transports à Saumur	Nouvelles de front des radios libres	PAGE 9
Golfech : plus dure sera la lutte	Golfech : plus dure sera la lutte	Informations internationales
		PAGE 10
		A propos de liberté
		Notes de lecture
		PAGE 11
		Spectacles, peinture...
		PAGE 12
		Groupes-nous et demain...

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N Rue

Code postal Ville

à partir du N (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

Reglement en jointure du bulletin

en bref...en bref...

• La deuxième union régionale de la CNT organise en son local, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9^e, le dimanche 9 janvier 1983 à partir de 10 h du matin, une réunion d'information et de débat sur l'anarcho-syndicalisme et la CNT en France aujourd'hui. Tous les camarades sont cordialement invités à venir.

• Le fonctionnement des sept commissions locales d'information créées sur des sites de centrales nucléaires est largement mis en cause par le « Comité d'études et de surveillance des centrales atomiques » (CESAM), association fondée il y a un an pour aider et veiller à la bonne information des populations concernées. Le CESAM vient de dresser un bilan très défavorable du fonctionnement et de l'efficacité de ces organismes qui ne sont encore, pour le nucléaire qu'au nombre de sept (Fessenheim, la Hague, Saint-Laurent-des-Eaux, Nogent-sur-Seine, Golfech, Chooz et Civaux).

Les commissions locales d'information sont composées d'élus, d'associations, de scientifiques et de syndicats. Le CESAM demande une « sur-représentation » des associations dans ces organismes, dans lesquels la place réservée aux élus, « réputés favorables à la centrale » est, estime-t-il, trop importante.

La commission de la Hague (Manche) a engagé une étude épidémiologique sur les travailleurs du site et elle envisage une autre étude sur les causes de mortalité autour des centrales nucléaires. Le CESAM affirme, en effet, que les taux de mortalité par cancer dans le Cotentin nord ont augmentés de 60% depuis le fonctionnement de l'usine de retraitement. (Il faut savoir qu'au sein du site de la Hague, à l'extérieur, sont entreposés en permanence des produits radioactifs classés par zone suivant leur risque de contamination...). La sécurité des populations est — il est vrai — bien moins important que les contrats passés par la France avec d'autres pays pour retraiter l'uranium et autres combustibles radioactifs...

• A partir du 10 janvier 1983, l'organe de la Confédération nationale du travail, section française de l'AIT paraîtra sous un nouveau titre : *Le Combat syndicaliste*, remplaçant ainsi *Espoir* (hebdomadaire). Ce nouveau journal aura une parution bi-mensuelle.

• Le Mouvement pour la paix et la liberté (MDPL) a édité six séries d'enveloppes illustrées. - Polynésie, paradis perdu, - Jamais plus Hiroshima, - Sortons de la préhistoire, - Electricité nucléaire, suicide universel, - Débuts radioactifs à Saint-Priest-la-Prugne, - Electricité nucléaire, suicide économique. Ces enveloppes sont à commander à MDPL, 142, rue des Alliés, 42100 Saint-Etienne.

• Après la mort d'Elisabeth Maisonneuve, 40 ans, femme de ménage, chômeuse depuis trois mois et trouvée morte de froid et de faim à Nantes, le jour de Noël, Maurice Pagat (secrétaire général du syndicat des chômeurs) interpelle le gouvernement par rapport aux suites de ses promesses. De plus, il poursuit sa grève de la faim à l'église Saint-Vincent-de-Paul à Vichy.

• Une radio périphérique dijonnaise, Radio « K libre » proposera sur ses ondes, le 12 janvier 1983, une émission consacrée aux Renseignements généraux : fichiers, rapports sur les partis politiques, méthodes, etc. Heure inconnue.



Hystérie antiterroriste : on réagit !

Le groupe Albert Camus de Toulouse de la Fédération anarchiste se sent concerné par les interpellations et les saisies dont ont été victimes les copains et copines du Centre de recherches sociales anti-autoritaires ; nous publions donc leur communiqué :

« Des faits précis — Lundi 13 décembre, de bon matin, la Police judiciaire a pénétré par effraction dans les locaux de l'association Centre de recherches sociales anti-autoritaires, à Toulouse. Cette perquisition a eu lieu sans qu'aucun membre de l'association n'ait été présent, et probablement sans témoin.

Les locaux ont été mis à sac, des documents emportés, la plupart concernant la lutte antinucléaire. Certains de ces documents sont toujours en possession du SRPJ, ainsi que le cahier de l'association et le récépissé de déclaration. De plus, trois machines à écrire appartenant au CRSA et du courrier ont été mis sous scellés.

Trois jours plus tard, la personne prêtant le local au CRSA se présente sur convocation dans les locaux du SRPJ. Elle est longuement interrogée (gardé-à-vue) de 24 h sur les activités de l'association, de même sur la prise en charge du journal *Toulouse Haute Tension*, ainsi que sur tout ce qui concerne les archives de la lutte antinucléaire à Golfech.

Le pouvoir organise scientifiquement la répression — A chacun son rôle :

- la vérification des anciens fichiers manuels revient aux RG ;
- le SRPJ est chargé d'interpeller, questionner et perquisitionner tous ceux qui sont proches d'individus déjà connus pour leurs activités militantes (avec les procédures de flagrant délit et les commissions rogatoires bidons), comme à Toulouse actuellement ;
- les nouveaux services de police, Brigade antiterroriste, ne sont finalement qu'une nouvelle police politique. Voilà le changement...

Hier, la saisie du fichier des abonnés de la revue *Possible* après l'« affaire du Coral » ; aujourd'hui le CRSA et THT. Afin d'éviter que de tels faits se reproduisent, nous appelons les associations et les individus à dénoncer par voie de presse (et autres initiatives) cette atteinte à la liberté d'expression. »

Signé : - Centre de recherches sociales anti-autoritaires (association loi 1901).

- *Toulouse Haute Tension* (journal local).

- Cercle d'études Albert Camus (association loi 1901)

- Confédération nationale du travail, Union locale de Toulouse (syndicat).

Groupe A. Camus de Toulouse

A VENDRE !...

APRÈS la fourniture, en 1976, de la première centrale nucléaire pour la France à l'Afrique du Sud, « le comité directeur du PS tient à affirmer qu'en acceptant que des firmes françaises construisent en Afrique du sud une centrale nucléaire, le gouvernement français prend une décision d'une extrême gravité. Officiellement, chantre de la coopération avec les Etats d'Afrique noire, le gouvernement français serait au premier rang de ceux qui apportent leur soutien à un régime mis au ban de l'Afrique et condamné par l'ONU. Le comité directeur dénonce un accord qui ruinera notre crédit auprès des peuples d'Afrique et provoque un périlleux accroissement des tensions dans le sud du continent ».

Il est bien loin le temps où le PS brandissait la déclaration des droits de l'homme pour critiquer la politique extérieure de Giscard.

Aujourd'hui, le gouvernement veut livrer à l'Afrique du Sud une deuxième centrale nucléaire. Ce contrat serait lié à la construction de centrales thermiques. Plusieurs milliards de dollars de contrats amèneraient la France à défendre l'actuel gouvernement raciste d'Afrique du Sud dans le but de sauvegarder ses intérêts financiers.

Le gouvernement français espère sortir de la crise en vendant à tout va centrales nucléaires et armes sans aucun contrôle quant à leur utilisation. En effet, Mitterrand, lors de son voyage « culturel » en Inde, le 29 novembre, a confirmé la vente d'uranium enrichi sans contrôle, un montage de chaînes de Mirage 2000 et un projet de contrat pour les missiles Exocet. Des contrats, comme on le voit, très rentables. Allons-nous accepter, au nom du profit, la marche vers la destruction totale ?

Le gouvernement (de droite ou de gauche) gère le système et sert les intérêts du capitalisme : sa politique de « changement » n'est que poudre aux yeux et s'identifie aux schémas de fonctionnement du commerce international, sauvage et inconsidéré.

Le véritable changement, c'est à nous de le provoquer, et tout de suite.

Marie-Claude et Patrick (groupe Transit de Toulouse)

Editorial

LE désarmement est-il pour 1983 ? On aurait encore pu y croire ces dernières semaines, bien qu'il eût fallu vraiment beaucoup de bonne volonté ! En effet, les « deux grands » prennent un malin plaisir à s'adresser l'un l'autre des propositions de « désarmement », toujours refusées par le destinataire. Cette fois-ci, c'était le tour de l'URSS : Andropov a donc fait une proposition...

Le secrétaire général du PCUS a en effet généreusement déclaré, à l'occasion du soixantième anniversaire de la fondation de l'URSS : « Nous sommes prêts à réduire nos armements stratégiques de plus de 25%. » Précisant sa pensée, il propose de « réduire substantiellement la quantité des charges nucléaires et de limiter au maximum le perfectionnement de ces armes... ». Nous y voilà ! Il s'agit en réalité d'organiser un moindre surarmement : rien de nouveau, donc.

La réponse américaine a été négative, par la voix du responsable du désarmement au sein du gouvernement Reagan qui, par ailleurs, était il n'y a pas si longtemps membre de l'état-major de l'armée américaine au Vietnam...

Mais ce qui importe dans cette histoire, c'est que les Etats ne peuvent accepter la plus petite diminution de leurs armements ou même une moindre augmentation de ceux-ci. On se souvient encore de l'hypocrisie des accords Salt, bien évidemment rien n'a changé. Oui, cela est bien évident, puisque si les Etats désarmaient ils se nieraient par là même. N'y croyons pas et comptons plutôt sur la seule solution — même si elle est difficile — qui soit possible. Il ne s'agit évidemment pas de faire exploser une bombe devant une société travaillant pour l'armement, car cela n'a pour résultat — outre de faire couler, il est vrai, pas mal d'encre — que de servir de prétexte à l'Etat pour se doter de nouveaux moyens de répression et pour se militariser davantage ; bref, cela mène au contraire du but recherché. Les anarchistes savent cela depuis 1894... La seule solution sérieusement envisageable nous paraît être tout simplement le pacifisme : pas un sou, pas un homme, pas une heure de travail pour la guerre ! Non pas une action avant-gardiste — qui, par définition, s'isole de la masse et par conséquent n'est l'avant-garde de personne —, mais une action aussi radicale que populaire. Oui, nous ne sommes pas au bout de nos peines, mais qu'avons-nous à perdre objectivement dans une telle entreprise ? Qu'attendons-nous ? Qu'on se le dise !

Message à la presse et aux comités de soutien

LE juge Salzman vient de me refuser une nouvelle demande de liberté provisoire pour Noël, et ce, malgré l'avis contraire du procureur de la République et du parquet.

La situation est bloquée, depuis le 18 novembre, date de ma dernière entrevue avec le juge, et Krief. Depuis, je suis son otage.

J'ai décidé de me défendre en employant tous les moyens que me permet la démocratie.

1) Je réitère mon innocence dans cette affaire du Coral où la police, dès le départ, a essayé de m'impliquer avec des personnalités parisiennes.

2) Il n'y a jamais eu au Coral de photos pornographiques et nous ne sommes en relation avec aucun réseau de pédophiles.

3) Les témoignages à charge sont faux, et ceux à décharge sont absents de la procédure.

4) Je fais appel à la chambre d'accusation en lui demandant de m'entendre le plus rapidement possible, afin que je lui réponde point par point sur les fausses déclarations qui me sont reprochées et sur son arrêté du 6 décembre 82.

5) Je demande au premier président de la cour d'appel et au procureur général la récusation du juge Salzman pour cause de partialité.

Cette affaire est instruite à Paris, uniquement sur l'amalgame avec d'autres inculpés que je ne



connais même pas. Le seul avec qui j'ai eu une relation indirecte est le rédacteur d'une revue à qui j'ai envoyé des articles. Quant au professeur Scherer, je n'ai avec lui qu'une relation concernant l'utopiste Fourier.

6) Je demande à être entendu comme de droit par un juge d'instruction de Nîmes sur les faits qui me sont reprochés au Coral et de démontrer mon innocence.

7) J'ai pris ces décisions seul et appelle le soutien de mes avocats, de la justice et des citoyens libres.

En ce 58^e jour de détention, Claude Sigala, n° 211.648, bloc 1/55, 42, rue de la Santé, 75965 Paris Cedex 14.

Claude SIGALA

Le gouvernement socialiste s'engage à fond dans le bon fonctionnement des systèmes capitalistes français et européen

Les données de la situation

La crise que traverse actuellement le système capitaliste est avant tout une crise industrielle puisque c'est dans ce secteur que l'économie de marché exerce ses lois de la façon la plus hégémonique. Or, les économistes qui, par préoccupation constante de la bonne marche du système capitaliste noircissent des tonnes de papier en vue de présenter leur « solution miracle », s'accordent à dire dans un grand chœur : « Il faut à la France une industrie rénovée, puissante et compétitive, ainsi que des entreprises solides. » Nous, anarchistes, ne savons que trop bien ce que veulent dire les mots « compétitivité », « entreprises solides » pour les travailleurs : cadences, remise en cause des acquis sociaux, patrons « solides » imbus de leur autorité.

On nous dit que la sortie de la crise ne peut se faire que par un vigoureux développement industriel et technologique, mais que, en France, la production stagne, voire diminue, et que la concurrence étrangère est de plus en plus vive. Quelle blague ! Pour longtemps encore l'industrie française, comme les autres, ne pourra pas s'engager dans un « vigoureux » développement pour la simple raison qu'il y a saturation des marchés mondiaux. Tout au plus pourra-t-elle s'armer contre cette concurrence étrangère en mettant en marche un vaste processus de restructuration et de rénovation technologique. Les travailleurs savent bien ce que signifient ces deux processus : licenciements en masse ! La récession se trouve partout, le déficit du secteur public s'élèvera sans doute à vingt milliards de francs, celui des entreprises industrielles d'Etat se montera à près de douze milliards. Autant dire que pour les travailleurs de ce secteur nationalisé, l'avenir s'annonce des plus réjouissants !

Les choses ne vont pas mieux dans le secteur privé ; c'est une véritable avalanche de déficits et, bien sûr, l'Etat socialiste se charge de venir éponger ces déficits toujours enclin à venir au secours des « pauvres » patrons et tout aussi enclin à laisser de côté les intérêts des travailleurs.

La crise est à l'évidence une crise mondiale. Aucun pays n'y échappe, même pas le Japon qui apparaissait au patronat comme le modèle de fonctionnement du système industriel moderne, parce que le prix de la main-d'œuvre y est des plus intéressants et que le consensus social y est solidement structuré. Mais il semblerait que l'industrie française soit la plus fragile des industries développées. Quant à savoir pourquoi, il faut bien se taper le burnous : la gauche ne cesse d'en rejeter la responsabilité sur la droite, et vice versa. Cette dernière se plaint de la situation désespérée des entreprises (entendez celle des patrons) ; la gauche, quant à elle, ne cesse d'en appeler à l'héritage laissé par la droite. Ce qui montre bien l'essentiel de la chose, à savoir qu'elles font toutes les deux la même politique et se disputent sur leurs aptitudes respectives à mener à bien une telle politique.

La très vieille nouveauté du remède socialiste

Toutefois, elles s'accordent sur certaines « causes profondes » : la mentalité des gens de ce pays non propice, la nature du syndicalisme français, l'empreinte qu'y a laissée le syndicalisme révolutionnaire basant l'action sur le principe de l'antagonisme de classes, le peu d'inclination de la bourgeoisie à l'investissement industriel et surtout, la meilleure farce de toutes : celle qui consiste à dire que l'amélioration du pouvoir d'achat de toutes les couches de la société a entravé le dynamisme économique. Il n'y a pas que Barre qui nous sort cette belle farce ; ce sont aussi ces deux bougres qui osent se dire socialistes, je veux parler de Rocard et de Chevènement. Ces deux lascars, au-delà de leurs rivalités de mots qui cachent très mal une rivalité purement personnelle, tiennent exactement le même discours, celui qui consiste à dire : « arrêtons le progrès social ». L'heure n'est pas à l'augmentation du pouvoir d'achat. Tout doit être sacrifié au développement et au bon fonctionnement de l'économie ». Ce qui veut dire en langage plus clair : il faut sacrifier les intérêts des travailleurs aux intérêts des capitalistes puisque ceux-ci sont les seuls bénéficiaires de l'économie capitaliste.

Dans les discours politiques, tout est embrouillé : quand Barre entamait son plan de restructuration pour remettre l'économie capitaliste sur les rails et rouvrir le robinet des profits sans lequel le capi-

talisme n'a plus de raison d'être, la gauche ne cessait de dénoncer l'austérité, et aujourd'hui elle a le culot de se plaindre du « manque de rigueur » de la politique économique sous le règne de Giscard, ce qui veut tout simplement dire que cette politique, aux yeux de nos chers socialistes, n'était pas assez austère, laissait une trop grande liberté à l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs ! La droite, tout aussi indécente, ose dénoncer l'austérité et la baisse du pouvoir d'achat après avoir tant crié que le pays vivait au-dessus de ses moyens. Désormais, on ne dira jamais assez à quel point les politiciens sont pourris et ne savent que mentir au peuple.

Ah ! camarades, où est le projet socialiste ? Ces technocrates l'ont glissé bien au fond de leurs tiroirs poussiéreux, et pourtant ce projet n'était pourtant pas le Pérou ! Ces innocents, tout imbus de leur science économique, avaient tablé sur une légère amélioration de la situation économique mondiale pour pouvoir accorder aux travailleurs de maigres avantages sociaux tout en préservant les farineux profits des patrons de l'industrie. Mais les choses ne se sont pas passées de la sorte ; en fait la situation s'est aggravée, et là, on ne pouvait plus contenir tout le monde, il fallait choisir son camp. Les socialistes ont bien sûr choisi celui de la bourgeoisie patronale ; mais il ne fallait pas aviver le mécontentement populaire et ces messieurs encravatés nous ont ressorti cette vieille farce de l'« intérêt national », avec campagne télévisée à l'appui pour faire croire que l'augmentation du pouvoir d'achat pouvait aller avec le maintien des profits pour les capitalistes, à condition que tout le monde veuille bien se serrer la ceinture en attendant la fin de la période de « rigueur » qui, de toute évidence, n'en finira pas de s'éterniser.

Combien il est lamentable de voir un gouvernement se disant socialiste se montrer plus préoccupé du bon fonctionnement du système capitaliste que la bourgeoisie elle-même.

Investissements et entreprises nationalisées

La bourgeoisie est la seule, avec l'Etat, à pouvoir investir, or l'investissement ne cesse de diminuer, les capacités d'investissement du secteur d'Etat ne sont pas pour encourager le gouvernement, quant à la bourgeoisie elle est trop accrochée à son fric pour prendre le risque de l'investissement industriel. Et on ne manque pas, pour expliquer cela, de céder à la facilité : on invoque les maigres avantages laissés aux travailleurs (semaine de 39 heures, cinquième semaine de congés payés). En fait, la raison est que notre bourgeoisie merdeuse n'est plus capable de faire fonctionner son propre système, car sa relance véritable comporterait pour elle certains risques. Elle cherche avant tout à maintenir ses profits en s'appuyant sur une paupérisation des travailleurs, en attendant des temps meilleurs pour être en mesure de concéder aux masses quelques miettes qui enrayeront la grogne populaire.

Et le secteur public, où est sa mission historique ? Il devait être, rappelez-vous, le terrain de l'« expérimentation sociale ». Là aussi, on a assisté au même scénario, les temps qui courent ne sont pas aux transformations. Place avant tout à la logique capitaliste : serons-nous la ceinture et en avant toute pour la course à la compétitivité. Le projet global qu'impliquent les nationalisations requiert bien évidemment cette sacro-sainte « mobilisation de tous ». Travailleurs, cessez de vous plaindre et retrouvez vos manches pour sortir les entreprises nationalisées de la crise, après, vous verrez, ce sera le paradis ! En fait, au travers des nationalisations, s'instaure un secteur de capitalisme d'Etat qui, comme tout capitalisme, ne va pas du tout dans le sens des intérêts des travailleurs. Qu'est-ce que ça change pour les travailleurs d'être exploités par l'Etat plutôt que par les patrons ? Certainement, les miettes que l'Etat-patron pourrait accorder aux travailleurs en bonne période seraient-elles plus substantielles que celles accordées par le patronat, mais comme la logique de toute structure capitaliste est d'étendre toujours plus ses activités, de développer des entreprises industrielles publiques serviraient à l'investissement avant tout.

En ce qui concerne les relations industrielles dans le secteur d'Etat, la caste

des PDG, croyez-le, ne se laissera pas facilement arracher son pouvoir et là aussi l'Etat socialiste choisira son camp, et ce ne sera certainement pas celui des travailleurs ! La aussi se prépare un scénario, celui de la caste bureaucratique des PDG contre le contrôle ouvrier. En parlant de contrôle ouvrier, je fais allusion aux pouvoirs susceptibles d'être accordés aux CE par le projet Auroux. Si notre projet social repose sur l'autogestion des entreprises après l'expropriation, il n'en demeure pas moins qu'il est tout à fait convenable, à mon avis, qu'un militant anarchiste participe au CE pour tout ce qui relève de la défense des travailleurs : licenciements, sécurité du travail, anti-pollution... bref tout ce qui fait cracher du fric au patron et amoindrit son autorité. Mais il faudrait que le CE s'en tienne à des prérogatives de défense et l'intervienne pas dans la gestion.

Actuellement, il existe le conflit PDG-Etat. Les présidents-directeurs généraux sont des gestionnaires confrontés tous les jours à la réalité de l'entreprise nationalisée et quand l'Etat intervient avec toute sa lourdeur bureaucratique, les présidents gestionnaires revendiquent très haut le principe de l'autonomie de gestion. Mais ils n'hésitent pas à s'agenouiller devant l'Etat quand les problèmes se font difficiles. D'ores et déjà, ils ont imposé à l'Etat un code de bonne conduite, ce qui montre bien leur force. Quand le moment sera venu — il est encore loin ! — de s'intéresser aux relations sociales dans les entreprises, gageons que ces messieurs seront à même de faire des concessions les plus minimes possibles.

L'Etat et le redémarrage des investissements

Le gouvernement n'est pas découragé dans sa volonté de faire jouer au secteur d'Etat un rôle de fer de lance. Mais cela coûtera très cher, il faudra un programme d'investissements de vingt-cinq milliards de francs. Comme le secteur industriel privé représente les trois quarts de la valeur ajoutée, on ne saurait parler de reprise industrielle sans parler de reprise du secteur privé ; celui-ci doit s'assurer une capacité annuelle d'investissement de soixante à cent milliards de francs. Ce qui fait donc en tout une capacité annuelle d'investissement de 85 à 125 milliards de francs qu'il faudra assurer à l'économie du pays pour qu'elle puisse repartir sans oublier bien sûr les erreurs de route qu'il faudrait réparer vu les nombreuses fluctuations de l'économie mondiale. Où va-t-on trouver cet argent ? L'épargne ne suffit pas et nos chers socialistes ne se sont pas cassés la tête longtemps pour trouver la réponse : c'est dans les revenus des ménages qu'il faudra prendre, c'est-à-dire dans le porte-monnaie des travailleurs. Ceux-ci vont payer cher la remise sur rail de l'économie capitaliste française et cela pendant un bon bout de temps, cela pour que le patronat retrouve les profits juteux d'antan.

Le gouvernement est engagé à fond dans un processus de restructuration de l'économie, ce qui veut dire que l'ère du chômage de masse va durer encore un sacré bout de temps. L'industrie française pourra devenir plus concurrentielle par la politique d'austérité, mais elle ne retrouvera pas une situation de croissance substantielle ce qui, cumulé avec l'innovation technologique, permet de dire que l'époque du « plein-emploi » est bel et bien révolue. La saturation des marchés mondiaux, l'arrivée de nouveaux pays industrialisés interdit toute possibilité de « réindustrialisation » seule capable d'enrayer le chômage. Désormais, l'économie capitaliste, que son fonctionnement soit bon ou mauvais, sera toujours l'économie du chômage de masse.

Dans ce contexte de crise profonde, l'Etat socialiste ne se contente pas de se rendre possesseur de secteurs importants de l'économie, mais entend intervenir de plus en plus dans celle-ci, afin d'encadrer la marche du capitalisme pour mieux le protéger. C'est ainsi que non seulement il veut donner l'exemple en matière d'innovation technologique, mais il entend aussi impulser l'activité économique au travers d'une politique de « grands programmes » qui consiste en gros à mettre des entreprises sous sa dépendance financière en établissant des contrats et par l'intermédiaire de l'attribution d'enveloppes financières. De cette façon, son intervention dans la vie économique sera amplement renforcée et il pourra enrayer le fonctionnement chaotique actuel du système capitaliste pour lui donner un fonctionnement bien plus ordonné. Ainsi, comme dans

plusieurs pays européens, le gouvernement socialiste se pose comme le grand sauveur du capitalisme.

Face à la crise, l'originalité socialiste : l'austérité

Mais il s'agit là d'une restructuration au niveau national ; le gouvernement entend aussi participer à une restructuration au niveau européen qui constitue la seule riposte solide face à la concurrence américaine et japonaise. Il s'agit d'élaborer à l'échelle européenne une coopération industrielle impliquant un partage des tâches entre les patrons européens. Le capitalisme a trouvé là un atout important pour son maintien. Dans cette conjoncture difficile pour un capitalisme pourrissant, les acquis des travailleurs sont menacés, les patrons ne veulent plus financer les allocations familiales qui leur seront bientôt par une augmentation des impôts, voire la création d'un impôt spécial, ce qui veut dire que les travailleurs auront à payer les allocations familiales qu'ils touchent. L'augmentation des salaires est freinée alors que les prix, eux, augmentent. Le pouvoir d'achat est sérieusement menacé. Toute négociation dans l'entreprise se heurte à l'autoritarisme du gouvernement. L'indexation des salaires sur l'indice des prix a été mise hors-la-loi alors qu'elle est la seule garantie sérieuse pour le maintien du pouvoir d'achat. Les inégalités sociales scandaleuses se maintiennent. L'augmentation du SMIC n'atteindra pas les 4% laissant les travailleurs les plus défavorisés dans leur misère de toujours. Les cotisations patronales à la Sécurité sociale n'augmenteront pas en 1983, alors que leurs dettes envers celle-ci sont importantes et que les salariés devront prendre dans leur porte-monnaie de quoi combler le déficit (cotisations sur les pré-retraités, vignettes sur le tabac et l'alcool). Alors qu'ils sont responsables du chômage, les patrons verront leur contribution UNEDIC augmenter seulement de 0,4%. En plus, le patronat bénéficiera de la baisse des taux d'intérêt relatifs à leurs dettes à long terme. Cela coûtera un milliard au Trésor public ; ce sont les contribuables qui paieront. Des investissements seront facilités par des réductions d'impôts, et là aussi c'est une autre perte pour le Trésor public.

Face à cela, comment réagissent les syndicats ? Chacun de leur côté ils prônent le consensus sous prétexte de crise économique. Ils identifient leurs objectifs avec ceux du gouvernement et s'intègrent à sa politique. Face à la politique anti-ouvrière de ce dernier, quelques grognements s'élèvent, mais aucune action d'envergure n'est engagée, seulement de petites actions par-ci par-là destinées à contenir le mécontentement de la base.

La CGT abandonne les revendications importantes et subordonne son action à la stratégie foncièrement anti-ouvrière du PC qui veut rester auprès des socialistes par peur de se désintéresser tout en jouant au jeu « Retiens-moi ou je fais un malheur », comme disait le camarade Joyeux.

La CFDT se voit dépassée par les événements ; elle qui voulait une politique de concertation, la voilà en face d'une politique autoritaire.

Quant à la CGT-FO, elle est complètement désorientée après l'interdiction sur la négociation des salaires.

Le gouvernement veut faire jouer aux syndicats un rôle actif dans les restructurations en cours en leur donnant le titre de « forces de proposition ».

Plus que jamais, la présence effective des anarchistes dans le mouvement ouvrier apparaît comme une grande nécessité pour influencer sur le cours des choses, pour réactiver les luttes, pour raviver la conscience de classe, pour empêcher l'intégration des syndicats à l'Etat, pour redonner à ceux-ci leur véritable fonction, celle qui consiste à défendre les intérêts réels des travailleurs. Si nous voulons nous constituer une telle présence, nous devons renforcer notre organisation et ses activités, et ainsi disposer petit à petit de plus de militants et développer l'ampleur de nos actions.

Dans ce contexte de crise profonde et grave que traverse le système capitaliste, la menace qui pèse sur les acquis des travailleurs est à prendre au sérieux. Il me semble important pour la Fédération anarchiste de s'engager par ses moyens de propagande (affiches, tracts, meetings) dans une campagne de dénonciation de la politique économique socialiste et de la passivité des directions syndicales.

José RODRIGUEZ (sympathisant)

P.C., ÉGLISE : MÊME COMBAT

« Le marxisme n'est pas un athéisme. L'anticléricalisme nous est totalement étranger, bien plus, nous le combattons comme une arme de division. »

Le cléralisme new look à la sauce communiste est donc arrivé. Ces brillantes paroles sont en effet l'œuvre de Maxime Cremetz, secrétaire du comité central du PCF, chargé des relations avec les chrétiens. Là, il faut bien reconnaître que le PCF s'est surpassé.

La main tendue aux chrétiens donne carrément dans le n'importe quoi. Après les croisades contre les écologistes, contre les antimilitaristes, contre les « gauchistes », le PCF s'attaque donc aujourd'hui aux anticléricals. Ce qui permet à ce digne parti représentant de la classe ouvrière de cracher sur plus d'un siècle d'anticléricalisme militant, de fouler au pied cet aspect fondamental de l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays. L'anticléricalisme, des radicaux bon ton aux anarchistes, en passant par les diverses familles socialistes, a en effet été une constante, à degrés divers, de la pensée ouvrière, syndicale et politique.

Mais le PCF, dans sa course effrénée au gaspillage de voix, n'en a que faire. D'ailleurs, l'histoire et la tradition du mouvement social en France, la direction du PC s'asseyait dessus, elle qui fait pivoter sa base à 180 degrés à chaque événement important qui se déroule ici ou là dans le monde.

Mais le camarade Cremetz continue sa prestation, quitte à faire retourner dans leur tombe des générations entières de militants communistes : « Croyants et communistes doivent pratiquer la convergence dans la différence », formule chère à nos intellectuels de la place du Colonel-Fabien, phrase creuse qui sert de fourre-tout et qui ne veut bien sûr absolument rien dire en elle-même. Cremetz ajoutera aussi que la guerre scolaire n'est pas un vrai problème, rappelant que la lutte doit porter sur les inégalités et les sectarismes.

L'anticléricalisme n'est donc plus de ton au Parti communiste, voilà qui aura au moins le mérite d'éclaircir les choses dans les organisations d'athées et de libres penseurs.

Pour nous, l'anticléricalisme demeure un point essentiel de notre lutte, surtout ceux qui, comme ici dans l'Ouest de la France, vivent quotidiennement avec une population baignant dans le catholicisme. L'Eglise demeure notre ennemie au même titre que l'armée. Cette Eglise, qui a toujours soutenu les plus infâmes régimes, qui collabore avec les fascistes sud-américains ou qui bénissait les armées de Franco flinguant nos camarades espagnols. Cette Eglise manipulant le cerveau de l'enfant, s'infiltrant dans les organisations ouvrières pour y porter les conceptions fascistes du christianisme social. Nous sommes encore et toujours anticléricals et fiers de l'être.

Mais revenons à nos stalinien. Que dire face à ces nouvelles déclarations de cette direction du PCF qui ne sait plus où elle en est ? On pourra toujours demander à Cremetz et à ses amis de se pencher sur l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays, ou même sur leur propre histoire, de nous expliquer comment on peut être matérialiste et ne pas être athée, comment, comment ?... Mais il est des questions qui ne valent même pas la peine d'être posées.

Le PCF était arrogant, agressif, il est devenu affligé. Il tourne, il pivote sur lui-même, avant d'aller s'échouer dans les oubliettes de l'histoire.

Il fait aujourd'hui partie des dinosaures de la politique, son affaiblissement qui précède son effondrement général se fait dans la douleur, il tente d'arracher n'importe quelle bribe de la société afin d'alimenter ses derniers râles.

Nous avons une haine farouche contre ces apprentis dictateurs, ces souteneurs inconditionnels des totalitarismes de l'Est, nous n'aurons bientôt plus qu'un regard de pitié en contemplant une mort aussi lamentable.

Patrick (groupe d'Angers)



Jusqu'où peut donc aller la putasserie de la J.O.C. ?

LU dans un bulletin paroissial du Morbihan daté du 11 novembre 82 : *Cesston nationale de la JOC-JOCF — Guidés par toute la vie de la Force ouvrière, six cents fédéraux de toute la France étaient réunis à Guidel pour trois jours. Ils ont travaillé chacun de leur côté les deux premiers jours et se sont retrouvés en assemblée générale le troisième, et ont mis en commun leurs travaux, leurs synthèses... Citons notamment l'appel à voter le 8 décembre sur les listes CFDT ou CGT concernant les élections prud'homales.*

Nous savions déjà que les culbénits ont eux aussi leur « langage de bois », donc rien de nouveau de ce côté.

Que la JOC choisisse de favoriser certaines centrales syndicales, notamment la CFDT et/ou la CGT (dans l'ordre), par rapport à d'autres, c'est son droit et c'est dans le droit fil de ses orientations générales, ses militants étant des petits soldats de la grande armée du compromis historique.

Que dans le même temps elle critique Force ouvrière, ce serait également son droit et ce serait aussi dans la logique du compromis historique. Mais vous avez bien lu, les copains ! Ou si vous avez mal lu, relisez la première partie de la citation.

Ils sont futés les petits soldats de Jésus : ils ne critiquent pas, ils phagocytent, ils absorbent, ils masquent pour faire dévier. Le mot « jésuitisme », même en sauce moderniste, a vraiment conservé tout son sens et toute sa saveur.

Certains, autour de nous, semblent éprouver quelques difficultés à faire clairement la distinction nécessaire entre d'une part un militant ouvrier qui, dans sa vie privée, est chrétien et d'autre part un ouvrier qui, dans sa vie publique, est d'abord un militant chrétien, même — et surtout — s'il essaye de faire croire qu'il est d'abord un militant ouvrier.

Les gens de la JOC et de l'ACO appartiennent tous à la seconde catégorie et se gardent bien de l'oublier, surtout au sein de l'organisation syndicale quelle qu'elle soit dans laquelle ils militent. Acteurs conscients d'une opération cheval de Troie dans le mouvement ouvrier, leur objectif est de nous enchrister.

Et cet objectif, ils le visent la main dans la main — même quand, entre eux, ils se foutent occasionnellement cette main sur la gueule, ce qui est de peu d'importance puisque, n'est-ce pas ? Dieu sait reconnaître les siens — avec leurs corréligionnaires militants patrons, marins, agriculteurs, cadres, universi-

taires, employés, etc. Chacun utilisant la tactique propre à son milieu socio-professionnel, tous ont pour objectif de nous enchrister.

Comme il va bien analysé ce qui nous attendait, Pouget, quand il écrivait dans un *Père Peinard* de mars 1892 : *Pour l'instant, c'est des trombines de socialistes qu'ils se sont fabriqués : oh, leur socialisme chrétien n'a pas poussé en une nuit, kif-kif une vessie de loup. Il a mijoté quinze ans dans l'œuf, s'infiltrant doucement, partout où il y a mèche. On rigolait des empaquetés des cercles catholiques, ne se figurant pas que ça ferait des petits... Mais voilà, les rati-chons ont pour eux le temps et la patience : c'est pas sur les hommes, c'est sur les générations qu'ils agissent.*

Et si l'histoire ne se répète pas, il lui arrive foutrement de bagayer, car le bulletin paroissial dont il est question plus haut, c'est *Le Rappel du Morbihan*, hebdomadaire d'informations et d'annonces légales de la Fédération socialiste du Morbihan.

Il est peut-être encore temps de gueuler à nouveau le cri d'alarme d'Henri Jeanson : *Au secours ! Les cons nous cernent !*

Marc PRÉVÔTEL

Les transports à Saumur

LE premier conflit social qui a ébranlé la STUS (Société des transports saumurois), créée en 1977, s'apparentait à être long, les grévistes ayant posé en préalable à toute négociation le paiement intégral des journées de grève quel que soit leur nombre. Le mouvement aura duré finalement quatre jours.

Les revendications

1) 150 F supplémentaires pour les bas salaires, ce qui touche trois postes, ainsi que la suppression de la clause de carence (pour les congés de maladie).

2) Réduction du temps de travail : le personnel effectue 39 h depuis janvier 82 et réclame la semaine de 38 h sans diminution de salaire pour les rémunérations inférieures à 5 500 F. Le syndicat CFDT de la STUS estime, après étude, que le passage à 38 h peut se faire sans embauche à condition que la société dispose de ses effectifs.

3) Rattrapage des salaires : les travailleurs qui ont obtenu 6,5% de mieux au titre de 82 exigent 4,5% pour la sortie du blocage, ce qui porte l'augmentation annuelle à 11% ; la même où l'employeur ne veut dépasser 3% (donc + 9,5% au lieu de + 11%). Il faut noter que les salaires pratiqués à la STUS correspondent aux barèmes minima de la profession.

Durant la semaine qui a précédé le mouvement décrété par 85% du personnel (à l'initiative de la CFDT), un simple contact avec le directeur M. Nunez avait eu lieu. Celui-ci n'avait pu que

se faire l'écho des réactions du conseil d'administration de la STUS (au préavis de grève). A cette rencontre, les délégués du personnel ont jugé positives l'acceptation de leurs revendications concernant les bas salaires, ainsi que la suppression de la clause de carence par la prise en charge par la STUS de jours de maladie jusqu'alors à la charge du travailleur. En revanche, aucun accord n'avait pu être trouvé quant aux deux autres points de revendications, à savoir la réduction du temps de travail et le rattrapage des salaires. Le préavis de grève fut donc confirmé pour le 14 décembre 1982.

Le mouvement

Le 14 : 85% des employés bloquent le dépôt et toute nouvelle discussion se heurte donc au préalable posé par le personnel concernant le paiement des journées de grève à venir.

Le 15 : absence de négociations véritables, cette garantie n'étant pas donnée, prise de contact des grévistes avec l'inspecteur du travail, par téléphone.

Le 16 : occupation du standard de la STUS (situé au centre ville), qui donnait des informations tronquées ou volontairement éronnées aux usagers. Les grévistes décident d'informer eux-mêmes, au moyen de tracts, les habituels usagers.

Le 17 : tout au long de la journée, des rencontres ont eu lieu. Y participaient directement : les délégués CFDT et le secrétaire de l'union locale, M. Fontaine, vice-président du conseil d'administration de la STUS

et M. Nunez, directeur. Un premier accord ayant été conclu et rédigé, le directeur, M. Nunez, se ravise et le déchire. Les grévistes présents le conduisent aussitôt à la porte. Il devait rester au dehors, l'accord était conclu sans lui, bien qu'il ait supplié M. Fontaine de le faire revenir (du Guignol, quoi !). Cet épisode n'a pas été relaté par la presse locale : ... ce pourrait être un exemple — mauvais bien entendu, mais pour qui ? Le respect de la hiérarchie se perdrait-il à Saumur ?

Les résultats

Accord pour les 38 h, sans embauche, mais avec la totalité des effectifs. Pour les salaires, l'augmentation sera de 10% pour l'année ; le personnel en réclamait 11 et la direction ne donnait que 9,5%. Le rattrapage sera donc de 3,2%, avec effet rétroactif au 1^{er} novembre 82.

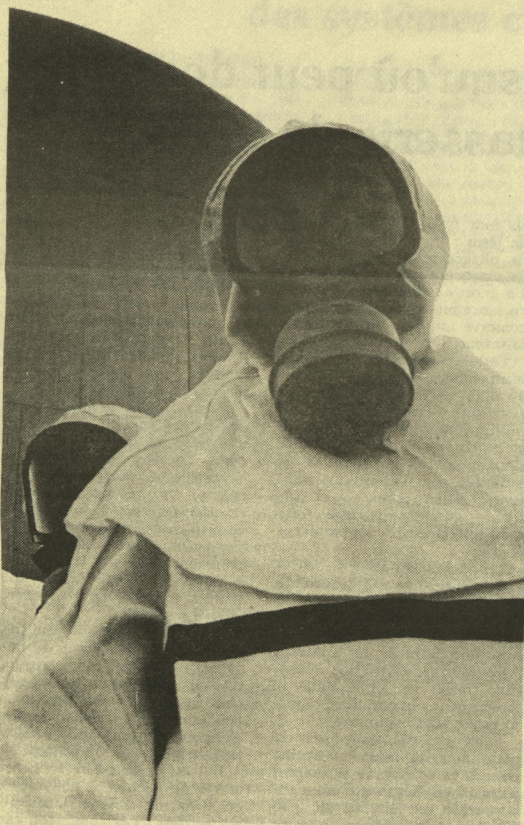
Comme officiellement la direction ne voulait pas que soit connue son acceptation du paiement des jours de grève (le précédent ainsi créé pouvait faire boule de neige), la prime annuelle équivalant à 50% d'un salaire mensuel passe à 65%, ce qui n'avait pas été réclamé, mais qui, habilement proposé, a permis de sauver la face.

Donc quelques points positifs, mais surtout le personnel a pu directement se rendre compte de sa force dans ce conflit qui n'est, seulement, selon beaucoup de travailleurs de la STUS, que le premier.

B.S.



Nouvelles du front des radios libres Haute fréquence et basses manœuvres



Golfech

Plus dure sera la lutte !

LS ne l'admettront sûrement jamais, mais si les socialistes (Mitterrand en tête) ont pu prendre les rênes politiques de l'Etat français, c'est grâce à l'appui d'une frange de la population qui se battait depuis des années sur des terrains autres que ceux réservés aux joutes politiques et parlementaires. Ces électeurs espéraient ainsi qu'en foutant Giscard et sa cour sur la touche, ils pourraient plus facilement s'exprimer et être mieux entendus par des politiciens se disant socialistes, ils pensaient qu'on les prendrait un peu moins pour des bulletins de vote épisodiques juste bons à être couillonnés le reste du temps.

Il va de soi, et il est de plus en plus évident qu'ils s'étaient mis le doigt dans l'œil. La lutte antinucléaire, et Golfech en particulier, en sont un exemple.

La Rotonde, baraque, symbole antinucléaire, îlot de lutte au milieu d'une mer de barbelés semée d'engins destructeurs et peuplée de gardes-chiourmes : 10 mai 81, ils sont là massés devant la télé. 20 h, Mitterrand président ! Ils hurlent de joie, s'embrassent, pleurent presque. D'un coup d'un seul, les voilà devant les vigiles ahuris, les harcelant de pétards et de « on a gagné », et ils y croient. Parmi eux, Mathais qui, tout en débouchant une bouteille, y croit aussi. Il faut dire qu'il était de ceux qui voyaient en la gauche l'ultime recours. Un parmi tant d'autres à accorder un crédit aux bureaucrates, tout en connaissant leurs limites. Un dernier espoir, une ultime délégation de pouvoir...

Le temps a passé. Les masques sont tombés, les illusions aussi. EDF a acheté le Conseil général, la racaille bureaucratique-gauchiste, coincée dans ses contradictions, se tait, les antinucléaires se retrouvent seuls : menaces de mort, voitures incendiées, coups, ils en prennent plein la gueule. Localement terrassés, harcelés, ils n'osent bouger. Pourtant, la résistance continue d'une autre manière : le sabotage économique.

Puis, un jour, incrédules, on apprend que Mathais a disparu. Canular ? Ras-le-bol fuitard ? Chacun spéculé. Un cadavre immergé mettra fin aux rumeurs : ils ont assassiné Mathais. Si on ne sait pas encore qui, on sait au moins pourquoi ! Les vautours des médias ont beau lâcher leurs vomissements, souiller les différences, récupérer dans le sensationnel, il n'y a aucun doute : C.-H. Mathais a été tué parce qu'il était antinucléaire, point à la ligne. Il ne baissait pas les bras, il voulait continuer, il s'activait pour que la lutte redémarre, ceux qui l'ont tué le savaient, ils l'ont fait taire à jamais.

Les socialistes renforcent à tour de bras le pouvoir étatique ; ils préparent les mentalités et le terrain pour les années à venir. Il faut redévelopper les luttes, il faut s'exprimer avec toute notre force et notre volonté, il faut apparaître socialement, être cohérents et décidés dans les moyens que nous nous donnons pour détruire toutes les structures autoritaires. Il faut déjouer le stratège du pouvoir étatique qui consiste, avec l'aide des médias, à criminaliser nos luttes.

Jean (groupe A. Camus) — Dominique (sympathisant)

La bande FM a pu être créée grâce à l'utilisation de signaux électromagnétiques à très haute fréquence (des milliers de cycles par seconde). Ceci au détriment de la puissance d'émission (on ne peut guère dépasser la centaine de kilomètres comme distance d'émission). Mais quelle facilité sur le plan technique et quelle qualité de son ! Cela explique la multiplicité des radios libres à travers toute la France.

Cette situation, cet espace de liberté, d'abord tolérés par le pouvoir socialiste-communiste, lui sont devenus insupportables. Depuis le mois de juillet 82, les déclarations fracassantes de Fillioud, Holleaux, Galabert, Cotta (« on va voir ce qu'on va voir ») emplissent les colonnes de journaux et les ondes du monopole. Déclarations restées sans suite jusqu'à aujourd'hui. Mais le dénouement est peut-être proche. Georges Fillioud et Michèle Cotta, que le courage politique n'a pas l'air d'étouffer, ont « refilé le bébé » à Louis Mexandeau, ministre des PTT ! La presse quotidienne s'en est faite l'écho et le 31 janvier 1982, à 17 h 40, un communiqué tonitruant émanait du ministère des PTT. Nous ne résistons pas au plaisir de porter à la connaissance de nos lecteurs le texte de ce monument de mensonges et d'hypocrisie : « M. Mexandeau tient à attirer l'attention sur l'utilisation abusive du matériel de mauvaise qualité

par les radios locales privées, ce qui entraîne des nuisances sur la bande FM et sur les services annexes très divers, sur la communication d'aviation civile. M. Mexandeau incite dorénavant les radios locales privées bientôt dérogées à acquérir un matériel défini par les techniciens du ministère qui ont travaillé en étroite collaboration avec les ingénieurs de TDF. Actuellement, le matériel de basse gamme possédé par l'ensemble des radios locales privées est de mauvaise qualité. Le gouvernement doit veiller à rendre audible la bande FM et à écouter les nombreuses plaintes des particuliers, notamment dans la réception du programme de TV et de téléphone, pour régler ce problème important, les délégués techniques du ministère des PTT vont rendre visite aux radios locales privées, et ce avant fin janvier, pour contrôler exactement le matériel d'émission. Des mesures strictes seront prises dans le cas où des stations non dérogées continueraient d'envahir (sic) la bande FM. Les mesures de caractère technique (re-sic) sont étudiées en collaboration avec les techniciens de TDF et en accord avec la Haute Autorité de l'audiovisuel qui va rendre public son travail (re-sic) au sujet des radios libres. »

Fermez le ban ! Ce texte « énergique » appelle quelques commentaires :

1) Il est faux de prétendre que

les radios libres provoquent des nuisances. Cela a été vrai au début, mais devant les réactions violentes (et compréhensibles) du voisinage, les problèmes ont été réglés. Dans le cas de Radio-Libertaire, dans notre nouveau studio, nous avons reçu UNE plainte. Problème traité en deux heures ;

2) comment M. Mexandeau sait-il que l'ensemble des radios libres possède du matériel de mauvaise qualité ? Il ne doit pas souvent écouter les radios de la bande FM ;

3) visiblement, TDF continue à faire la loi dans les allées du pouvoir ;

4) enfin, à qui fera-t-on croire qu'il s'agit de mesures techniques ? La volonté de réduire la liberté d'expression est manifeste. En particulier, l'arrêt Radio-Libertaire passe de moins en moins bien dans le gosier du gouvernement, et nous avons bien l'intention de continuer. Après le dégonflage de Fillioud et de Cotta, nous attendons de pied ferme les « agents techniques » de M. Mexandeau. Le pouvoir diffère la bataille depuis plus d'un an. Le jour où il la déclencherà, que ce soit par des méthodes de haute ou de basse police, il trouvera devant lui des hommes et des femmes déterminés à se battre pour défendre l'existence de la « voix sans maître ».

Pour le secrétariat de R.-L. Yves

Longo Maï, le miroir aux alouettes

Malgré le silence complexe des médias, des voix commencent à s'élever contre la coopérative de l'Europe dite de « Longo Maï ». Cette pseudo-coopérative qui, sous une apparente exigence de vérité, de vie saine et pure, d'une alternative globale à une société pourrie, s'avère être en fait une secte.

Citons quelques chiffres. Soixante-dix millions de nouveaux francs récoltés en six ans, auprès essentiellement de Suisses, d'Autrichiens et d'Allemands, un milliard de chiffre d'affaires par an, des coopératives en France, en Suisse, en Autriche, des ramifications dans le Tiers-Monde, le tout géré par ordinateur, c'est la coopérative de « Longo Maï ».

A la base de cet édifice, une idée : la vieille Europe est en crise, des régions entières meurent. Pourtant, dans les montagnes, la révolution peut naître, il suffit de créer des coopératives pour remettre en valeur ces zones déshéritées.

Cette idée, un personnage hors du commun la lance. Il se fait appeler Rémi et s'avère être mythomane. Accompagné de quelques « nouveaux » paysans, il vient mettre en pratique son idée, en juin 1973, près de Forcalquier en Haute-

Provence. Avec les premiers dons, ils achètent une terre de trois cents hectares, parsemée de quelques habitations en ruines. La coopérative européenne « Longo Maï » est fondée.

Six ans se sont écoulés, le pays alentour est passé de la surprise à la crainte, de la curiosité aux interrogations persistantes sur la vie de cette communauté. Derrière les mots, la réalité apparaît : une vaste arnaque se dévoile. Comment, avec une idée ultra-gauchiste, peut-on recueillir tant d'argent sans être inquiété ni par le fisc ni par les douanes ? En récoltant tout cet argent, ces nouveaux paysans ont réussi leur seule véritable moisson, le marché à exploiter : la bonne conscience religieuse de gauche et la sensiblerie tiers-mondiste. A cet effet, des lettres appropriées sont envoyées à des dizaines de milliers de destinataires, le tout géré par ordinateur. Quant au nouveau économique de la région, il n'est que miroir aux alouettes, présenté très très loin, là-bas, en Suisse, en Autriche ou même à Paris. Cela suffit pour renouveler les fonds.

« Longo Maï », c'est aussi un habile mécanisme monté par un gourou du nom de Roland Perrot, plus connu sous le pseu-

donyme de Rémi. Mécanisme qui se traduit par la mise à sa disposition d'un groupe totalement dévoué à ses phantasmes, au prix de la servitude de plusieurs, de l'aliénation de la plupart, de la terreur psychologique exercée sur beaucoup. Tout ceci se traduit par un comportement fasciste. Fasciste de par son fonctionnement interne : oppression des dirigeants sur les travailleurs, les enfants et les femmes. Fasciste de par son système de valeur : référence à l'encadrement, au travail, « souffrance, pureté, liberté », aux intelligences dites supérieures.

Dans le domaine économique, le but de « Longo Maï » est de profiter des catastrophes naturelles pour déstabiliser et restructurer des sociétés rurales, et ce en vue d'un maximum de profit selon le schéma capitaliste.

Avec « Longo Maï », et autres sectes, le pouvoir ne court guère de risques. Anarchistes, nous devons dénoncer et combattre ces « miroirs aux alouettes » que sont les sectes et autres pseudo-communautés.

Jean-Pierre

(Groupe Région toulonnaise)

Dossier Longo Maï, le miroir aux alouettes, disponible contre 10 F à GAER, 3, rue Font-Neuve, 04190 Les Mées.

PESTICIDES ET STRATÉGIE DES MULTINATIONALES

La production et l'emploi de pesticides augmentent de façon alarmante. Pourtant, de nombreux inconvénients, longtemps méconnus ou délibérément ignorés, deviennent de plus en plus perceptibles aujourd'hui. Certains produits ont pu ainsi être reconnus comme très dangereux. Leur emploi fait, dans ce cas, l'objet d'une réglementation particulièrement sévère ou d'une interdiction totale. Doit-on se sentir rassuré pour autant ? Il semblerait que non...

En effet, deux journalistes nord-américains, le docteur Weir et M. Shapiro, viennent de présenter une enquête (1) sur l'impact des pesticides qui, bien qu'interdits dans les pays industrialisés, sont exportés vers le Tiers-Monde et sont toujours fabriqués dans ce but. Leurs analyses et conclusions concernent les Etats-Unis, mais peuvent cependant être généralisées à des pays d'Europe, eux aussi producteurs et exportateurs de pesticides vers le Tiers-Monde.

L'enquête de Weir et Shapiro concerne les exportations de pesticides totalement interdits (comme ceux que l'on sait responsables de cancers, mutations génétiques, malformations congénitales, stérilité ou troubles du système nerveux), sévèrement réglementés, ou qui n'ont même jamais été autorisés pour utilisation dans les pays producteurs.

Ils démontrent comment des campagnes publicitaires massives, orchestrées par des corporations phytosanitaires multinationales, ont transformé le Tiers-Monde non seulement en un marché florissant pour pesticides, mais aussi en un dépôt pour ces produits. Des douzaines de pesticides trop dangereux pour être utilisés aux Etats-Unis sont exportés vers des pays du Tiers-Monde. Là-bas, l'insuffisance de réglementations, l'analphabétisme et les conditions de travail répressives peuvent transformer même un pesticide dit « sans danger » en une arme mortelle. C'est ainsi que l'OMS (Organisation mondiale de la santé) révèle qu'une personne serait intoxiquée chaque minute par les pesticides dans ces pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Mythes et réalités

Les technocrates des firmes phytosanitaires justifient l'explosion des ventes de pesticides à l'aide d'arguments qui, a priori, semblent raisonnables : le monde affamé a besoin de nos pesticides pour lutter contre la famine. Mais leurs mots sonnent creux : dans les champs du Tiers-Monde, la plupart des pesticides sont utilisés sur des cultures de luxe, destinées à l'exportation, et non pas sur des cultures de denrées de base consommées par la population locale. D'ailleurs, les petits paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance sont tout simplement trop pauvres pour acheter ces produits.

Dans les pays industrialisés, l'utilisation des pesticides, souvent abusive (le nombre et la quantité des pesticides pourraient être considérablement réduits par des traitements correspondant aux besoins plutôt que planifiés à l'avance), entraîne de nombreuses intoxications. Pouvons-nous espérer que ces produits seront utilisés correctement dans le Tiers-Monde, alors que les accidents sont fréquents dans des pays comme les Etats-Unis par exemple, où la plupart des gens savent lire les étiquettes de mise en garde, où une énorme agence gouvernementale, l'EPA (Environmental Protection Agency), supervise la réglementation et où les syndicats luttent pour protéger la santé de leurs membres ?

D'ailleurs, les modes d'emploi ou les avis de précaution, obligatoires dans les pays industrialisés, sont souvent absents ou ne sont pas traduits sur les emballages utilisés dans le Tiers-Monde. Des pesticides mortels sont ainsi maniés à mains nues, comme s'il s'agissait d'une poudre ou d'un liquide inoffensif, par des paysans qui ne savent rien de ces produits chimiques.

Très souvent, ces travailleurs n'ont pas le droit de s'organiser, de faire grève ou de refuser de transporter des pesticides. Quand un avion en pulvérisé, ils pourraient, bien sûr, quitter le champ ; leur journée ne serait pas payée ; en outre, la plupart vivent avec leurs familles et leurs enfants dans des habitations situées au milieu des cultures ou en bordure des champs.

Weir et Shapiro montrent, à l'aide d'exemples particulièrement tragiques, comment les travailleurs des usines de fabrication des pesticides dans les pays industriels sont les premières victimes du cycle suivi par ces produits dangereux. Vient ensuite tous ceux qui chargent ou déchargent les camions, trains, bateaux et avions. Puis ceux qui doivent nettoyer les produits renversés au cours d'inévitables accidents. Le cercle se referme avec les victimes des pays développés qui consomment de plus en plus de la nourriture produite dans le Tiers-Monde.

En effet, si les pesticides quittent bien les pays industrialisés où ils sont fabriqués, ils y sont souvent réintroduits sous forme de résidus dans les aliments importés du Tiers-Monde. Bien sûr, nous sommes en principe protégés par des organismes spécialisés. Mais est-ce réellement le cas ?

Aux Etats-Unis, par exemple, un organisme (Food and Drug Administration) est ainsi chargé d'assurer cette protection. Ses services ont découvert que environ 10% des produits alimentaires importés étaient contaminés et contenaient des quantités illégales de pesticides. D'après l'Office général des comptes de ce pays, la moitié de ces aliments contaminés parviendrait néanmoins sur le marché, sans aucun avertissement pour le consommateur ni aucune sanction contre l'importateur. Cependant, Weir et Shapiro remarquent avec pertinence que « la méthode d'analyse la plus couramment utilisée ne contrôle même pas les 70% des quelque neuf cents tolérances alimentaires concernant les pesticides cancérigènes » (tolérance = quantité de pesticide autorisée dans un produit alimentaire donné).

Pesticides et stratégie des multinationales

Un demi kilogramme de pesticide par être humain serait produit chaque année et quelques firmes multinationales seulement dominent l'énorme marché de ces produits.

Beaucoup sont des conglomérats comme Shell, Dow, Chevron, Hoescht, Ciba-Geigy, Bayer, ICI, Monsanto, Dupont... Non seulement ces firmes fabriquent des composés dangereux, mais leurs succursales dans le Tiers-Monde les importent et les distribuent.

« Il faut faire savoir », a dit le docteur H. Hubbard de l'Organisation pan américaine de la santé (un organisme des Nations unies), « qu'il n'y a absolument aucun contrôle sur la fabrication, le transport, le stockage, l'enregistrement et la distribution de ces produits ; ces pesticides, très toxiques, sont envoyés à travers le monde sans la moindre vérification. »

Grâce à des exemples précis, Weir et Shapiro montrent comment ces firmes font face à la saturation du marché pour pesticides dans les pays industriels ; comment elles échappent aux lois restrictives et aux pressions des syndicats et des mouvements écologistes dans les pays industriels ; comment leur collusion avec le système bancaire international et certains services au sein même des organismes des Nations unies leur permet d'aménager le système planétaire de manière à favoriser au mieux leur expansion économique et leur hégémonie politique.

Rompre le circuit du poison

Quant à la demande de pesticides de plus en plus puissants, elle ne peut que s'accroître de par la nature contre-productive de cette stratégie de lutte chimique : l'emploi répété des insecticides a déjà fait doubler le nombre d'insectes résistants ; de 182 en 1965 à 364 en 1977, selon la FAO (Organisme des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation).

Mais ce processus n'est pas inévitable. Le circuit du poison peut être rompu. Une des conditions préalables, mais non suffisante en elle-même, serait d'instaurer un contrôle social plus équitable de cette technologie. Weir et Shapiro concluent en effet que « quand quelques responsables haut placés d'une

poignée de multinationales et de leurs gouvernements alliés sont autorisés à prendre des décisions concernant des populations entières, leurs intérêts d'hommes d'affaires n'iront pas dans le même sens que ceux de la majorité », et plus loin : « la solution n'est pas de rendre davantage responsables ceux qui détiennent le pouvoir, mais de redistribuer ce pouvoir ».

Et bien qu'ils ne l'explicitent pas assez, les auteurs suggèrent que c'est au point d'origine dans toute la chaîne conception-production-distribution et consommation des pesticides que les options technologiques doivent être discutées par toutes les personnes concernées (les ouvriers d'entreprises, chercheurs scientifiques, ouvriers agricoles, consommateurs).

Qui conçoit/fabrique quoi ? Pour qui ? Comment et pourquoi ? Avec quels effets sur la société et l'environnement ? Est-ce nécessaire de fabriquer ceci ou cela ? Ou bien, si on décide de fabriquer autre chose correspondant plus à nos besoins et plus compatible avec les contraintes de l'environnement, comment réorganise-t-on la production et la distribution d'une manière équitable, pour et par nous-mêmes ? Telles seraient quelques-unes des questions auxquelles tous et toutes devraient pouvoir répondre, afin de contrôler les valeurs et les finalités entrant dans la conception, la fabrication et l'utilisation des technologies d'une société donnée.

Certains critiqueront l'enquête de Weir et Shapiro, qui font beaucoup plus appel à des témoignages de paysans, d'ouvriers, de chercheurs, etc. qu'à une approche quantitative. Mais leur travail ne prétend pas être une étude scientifique exhaustive sur ce sujet (le libre accès aux informations chiffrées en ce domaine n'est guère favorisé, d'ailleurs). Ecrit dans un style direct et incisif, leur journalisme sérieux veut simplement alerter l'opinion publique sur les conséquences des stratégies des multinationales phytosanitaires aujourd'hui et inciter à l'action, ici et maintenant.

Michel PIMBERT

(1) Pesticides sans frontières, par David Weir et Mark Shapiro (1982), disponible auprès de Solagrail, 15, avenue de Trudaine, Paris-9^e. prix : 30 F.

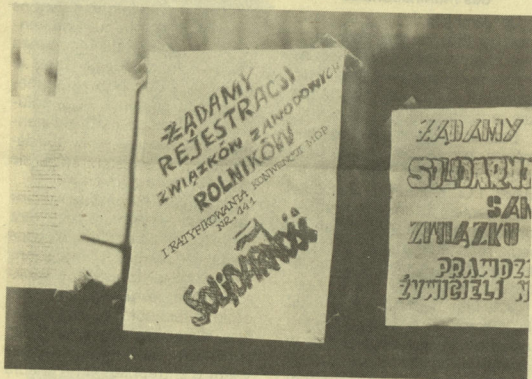


Mécanisme de la mise à sa coupe totale-phantasmes, étude de pluron de la pluron psychologique coup. Tout un compor-ciste de par interne : op-rants sur les ants et les de par son référence à avail, « souff-erté », aux périeures. économique, « Mai » est strophes nabiliser et ociétés ru-d'un maxi-le schéma

», et autres court guère istes, nous combattre alouettes » s et autres és.

Jean-Pierre bulonnaise) e miroir aux ntre 10 F à e, 04190 Les

Solidarność : renaissance et lutte clandestine



Si la libération de Lech Walesa avait pu être interprétée comme un coup de dés du pouvoir polonais, on peut se demander la signification réelle des dernières libérations.

En effet, dans le cas de Walesa les choses semblent claires : un certain accord entre l'Eglise et l'Etat était intervenu, on faisait réapparaître sur la scène publique celui qui avait été longtemps le symbole vivant de Solidarité. Walesa, dans ses déclarations, en appelait à un monde où on n'aurait « plus besoin de se battre ou de faire grève ». Bref, le moins qu'on puisse dire est qu'il était une sorte de pion dans le jeu d'échecs que jouent en Pologne l'Etat et l'Eglise.

On a encore en mémoire le bilan négatif que faisait Walesa de la lutte clandestine. Aucune autre voix émanant d'anciens responsables de Solidarité ne s'opposait à ces sortes d'appel à l'union nationale. Or, la semaine

dernière, la presse occidentale a pris connaissance d'une déclaration manuscrite de huit anciens dirigeants de Solidarité qui s'engagent à « continuer à combattre, dans les limites de leurs possibilités, pour les droits de leur syndicat. Cette déclaration avait été adoptée le 10 décembre, exactement deux jours avant que le général Jaruzelski déclare l'état de guerre « suspendu ». Les huit signataires étaient alors internés à la prison de Bialoleka. Trois ont été libérés le 23 décembre (Onyszkiewicz, Sobieraj et Tokarzik), alors que les cinq autres sont en état d'arrestation sous l'accusation de « complot contre l'Etat » (Gwiżdża, Jaworski, Modzelewski, Palka et Rulewski). Dans leur déclaration, les anciens dirigeants de Solidarité disaient que l'organisation « continue d'exister par la volonté de ses membres et (entre autres) qu'« aucune décision des autorités ne peut les priver de leur mandat ».

Adoptant un ton nettement plus dur que Walesa (qui en fait se bornait à dire qu'« il se battrait pour les droits des travailleurs »), les huit militants se prononcent pour la « renaissance » de Solidarité, et cela au moyen de la lutte clandestine. Si cette nouvelle montre que tout n'est pas perdu pour l'émancipation des travailleurs en Pologne, on peut se poser des questions sur le mutisme de la structure clandestine de Solidarité (TKK). N'aurait-elle plus la moindre unité idéologique pour laisser s'exprimer des groupes de militants à sa place ? Cette déclaration n'est-elle pas mise en épingle à seule fin d'apaiser l'opinion publique occidentale ? (Cinq des signataires sont encore en prison). Quoi qu'il en soit, cela montre que nombre d'anciens militants de Solidarité veulent que la structure syndicale persiste, qu'elle ne devienne pas un vague symbole de renouveau national.

A.P.

Solidarité à Solidarność en France

« **L** ES syndicats de la CGT unis dans la Coordination syndicale CGT pour Solidarité réaffirment, à l'occasion de ce 13 décembre 1982, leur conviction qu'il n'y a pas d'avenir pour la satisfaction des revendications légitimes du mouvement ouvrier polonais en dehors de la pleine reconquête des libertés syndicales et démocratiques. Nous voulons voir dans la tenue de ce meeting unitaire l'engagement de la grande majorité du mouvement ouvrier français de continuer à soutenir Solidarité clandestine et les travailleurs polonais pour toute la durée de leur longue lutte. »

De quel meeting s'agissait-il ? Du gala intersyndical organisé par le Comité de coordination de NSZZ Solidarność en France et cinq syndicats français (FO, CFTD, CFTC, CGC et FEN) à la Mutualité, le 13 décembre dernier. La Coordination CGT pour

Solidarité avait tenu à être présente contre vents et marées... et son communiqué a été lu à la tribune.

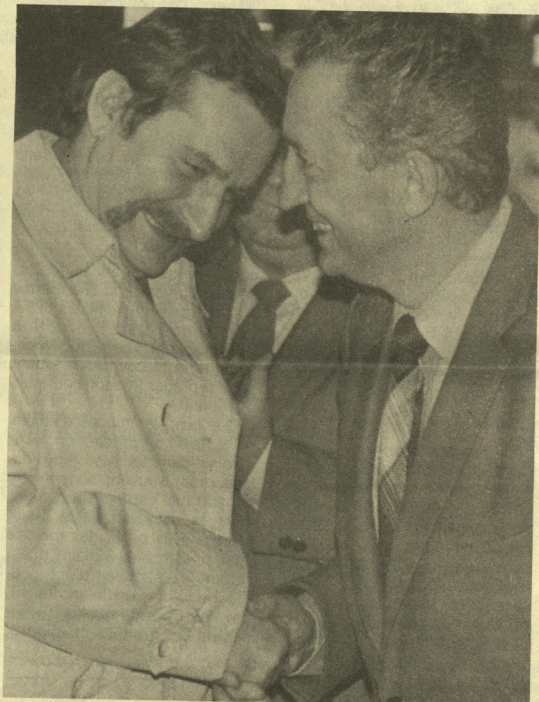
Le fait que des syndicats et des militants de la CGT ne pensent pas comme le bureau confédéral devrait être considéré comme une chose positive pour le mouvement syndical français. Mais il faut croire que non ! La presse a, dans son ensemble, passé sous silence le fait qu'à la CGT des structures et des militants continuent de soutenir Solidarité. On préfère apporter de l'eau au moulin d'Edmond Maire qui se présente comme le « seul » véritable défenseur de Solidarité et l'unique champion de l'opposition au régime soviétique. Il est tellement plus facile de désigner les vilains cégétistes tous inféodés à Moscou, que de poser les problèmes d'un vrai syndicalisme face à l'austérité, pas vrai, Edmond ?

On peut dire que je déverse

ma bile, que mes attaques contre la centrale du square Montholon servent en fait le PC, etc. A cela, je voudrais répondre en mettant en garde tous ceux qui veulent encore soutenir Solidarité en Pologne sans servir de troupes à des manœuvres dirigées d'on ne sait où. Le soutien aux camarades polonais nous a tous fait ressentir, de manière concrète, le poids de l'Eglise, bien qu'elle se soit définie comme soutien logistique. Le problème en France (1) est que la CFTD tente habilement d'avoir le monopole de la défense de Solidarność tout en multipliant ses tirs aux boulets rouges contre la « vilaine » CGT. Aux militants d'être vigilants dans leur démarche de soutien à cet espoir pour le mouvement ouvrier qui était né en Pologne, c'est cela qui importe.

Alexis PIERRE

(1) N'oublions pas les problèmes de l'exil polonais évoqué dans un dernier Monde libertaire.



Séménov, est guetté, assommé et précipité de son escalier. Vient ensuite la tentative d'enlèvement du leader du parti social-démocrate bulgare, Stefan Tabakov, ami personnel du chancelier autrichien Kreisky.

L'un des agents de la DS responsable de l'assassinat de Markov, Dimo Dimev, dit « Jimmy », est identifié et interpellé à Paris, mais on s'aperçoit qu'il œuvre en fait pour le KGB et, après un emprisonnement de trois ans, on le libère en 1981. Depuis, il continue en tant que « commerçant français » de voyager à loisir entre Paris, Moscou et Sofia.

L'organisateur de l'enlèvement avorté de Stefan Tabakov, un certain Milén Boudev, officier de la DS, bénéficiant en outre de la citoyenneté française, est arrêté en Allemagne, en 1980, condamné à un an de prison ; relâché depuis, il continue présentement de voyager pour ses patrons à travers toute l'Europe. En 1978, après sa rupture avec Moscou, Sadate fait perquisitionner l'ambassade bulgare au Caire : on y découvre un grand nombre d'armes automatiques et d'explosifs, ce qui amène la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

Bref, tout ceci relèverait de la « série noire » ou du roman d'espionnage si on omettait le fait que ce sont là des moyens fort habituels et très utilisés depuis belle lurette par tous les gangsters d'Etat, sans pour autant défrayer la chronique, car habituellement tout ce jeu se déroule dans l'ombre entre bons partenaires ; la seule règle consiste à ne pas provoquer trop de vagues, afin de sauvegarder les apparences et de ne pas se laisser prendre de manière spectaculaire, ainsi que l'illustre le dernier raté bulgare en Italie. Décidément, l'absence d'Andropov à la tête du KGB diminue l'efficacité de l'organe ; ou bien son remplaçant n'a pas l'air de faire le poids, ou bien il n'a pas encore « rodé » la machine et a besoin de quelques leçons du « docteur Mabuzov »-Andropov, lequel a pourtant d'autres chats à fouetter depuis qu'il tient les rênes du parti-Etat moscovite.

A. SKIRDA

K.G.B. : la filiale bulgare, les culs-bénits et le Turc

On apprend de bonnes ces temps-ci : Andropov aurait commandité l'attentat du Turc Agca contre le pape et un attentat manqué contre Walesa, lors de sa visite en Italie, par les bons offices des Brigades rouges. Par la même occasion, on découvre le rôle actif de la DS — la police politique d'Etat bulgare — dans tout un mic mac de trafics d'armes et de drogue, d'infiltration des terroristes italiens et de liens avec la mafia sicilienne. Certes, les services secrets occidentaux ne sont pas en odeur de sainteté de ce côté-là non plus : on a eu l'occasion plusieurs fois de découvrir leurs « caleçons sales » : la CIA et la chute d'Allende au Chili, le SDECE et l'affaire Ben Barka en France, parmi bien d'autres ; mais intéressons-nous ici à cette fameuse DS bulgare qui n'a rien de divin ni aucun rapport avec l'aérodynamisme véhicule de Citroën.

Jusqu'ici, on se souvenait surtout du tragico-comique « coup de parapluie » anti-dissident, ses exploits datent, mais méritent d'être rappelés. En 1972, à Vienne, l'émigré politique bulgare Srédnorsky est kidnappé et emmené clandestinement en Bulgarie où, peu après, il est fusillé. En 1974, à Copenhague, un autre émigré actif anti-stalinien, Boris Arsov, dirigeant de l'union des comités révolutionnaires bulgares, est enlevé en plein jour, puis ramené également (par valise diplomatique ?) au bercail. Il est d'abord condamné à 15 ans d'emprisonnement puis tout de suite après sauvagement tué. En 1977, à Trieste, un autre Bulgare, ayant « choisi la liberté », Stoyan Tasev, est également kidnappé en plein jour, ramené au pays et seulement emprisonné car il n'était que chauffeur sur des lignes internationales et il fallait uniquement dissuader ses collègues de l'imiter. Venons-en maintenant à l'affaire des « parapluies » empoisonnés. Un dissident très actif, Georges Markov, est « piqué » à Londres en septembre 1978, par cet étrange instrument et décède peu après.

Un journaliste bulgare opposant, Vladimir Kostov, est également victime de ce coup pendable, en plein métro à Paris, en août 1978, mais il est soigné à temps et s'en sort miraculeusement.

Le procédé devenant trop voyant, un autre opposant, Vladimir

VI^e CONGRÈS DE LA C.N.T. ESPAGNOLE

LES congrès de la CNT sont assez rares pour qu'ils constituent en eux-mêmes des événements. En soixante-douze ans d'existence de l'organisation, ce ne sera que le sixième qui se tiendra en ce début 83, à Barcelone... Six congrès qui jalonnent une histoire de luttes et de répression, de clandestinité et de résistance : 1910, 1919, 1931, 1936, 1979 et maintenant 1983. Autant dire qu'il est banal d'affirmer que ces réunions suprêmes de la CNT ont été lourdes de conséquences pour le prolétariat espagnol. Du congrès de fondation à celui de Saragosse qui posait, deux mois avant la Révolution, les bases du communisme libertaire, l'élan était donné qui devait aboutir, entre 36 et 39, aux réalisations autogestionnaires, encore incomplètement connues et analysées, sur près de la moitié du territoire de la Péninsule.

Puis la victoire franquiste et les trente-six ans de dictature qui s'ensuivirent purent laisser croire que l'anarcho-syndicalisme avait été définitivement éliminé en Espagne... On ne parlait plus alors que du Parti communiste et des Commissions ouvrières (1).

Soulagement prématuré pour les fossyeurs de la révolution : en quelques meetings retentissants — la Felguera, Mataró, San Sebastián de los Reyes, Barcelone — le mouvement libertaire démontre qu'il a toujours une fantastique audience en Espagne.

C'est l'époque de la transition : le franquisme change de masque, il est devenu « démocrate » ! Le fasciste Rodolfo Martín Villa met sur pied et exploite la provocation de la « Scala » : la CNT est toujours visée.

Dans la CNT, comme dans toutes les autres organisations, il faut retrouver une identité dans une Espagne qui n'est plus celle de 1939. Pour certains, c'est très simple : on renonce à tout, parce que le chef l'a dit. Les communistes, et dans une moindre mesure peut-être les socialistes, jouent à fond la carte de l'opportunisme.

En 1979, le 5^e congrès de la CNT sera celui de l'identification. Par-delà les querelles de personnes et les tendances, le dilemme est clair : la CNT doit-elle se situer dans le droit fil de ce qu'elle a été ou bien doit-elle changer de nature ? Bien entendu, le débat ne se formulera pas en ces termes, ce serait trop simple ! Cependant, c'était bien de cela qu'il s'agissait. « Historiques » et « rénovateurs », telles étaient les tendances qui s'affrontaient... On connaît la suite : le congrès réaffirme et revendique le contenu révolutionnaire de la CNT — ce qu'on appelle « principes, tactiques et finalités » ; les « rénovateurs » n'acceptent pas les résolutions majoritaires et font scission... (2).

On a pu dire, et c'est en partie vrai, que le 5^e congrès n'a pas

été aussi riche en contenu que ce que l'on aurait pu espérer. Mais il faut tenir compte également de ses vertus : relancer une mécanique bloquée depuis quarante ans et former une élite capable de résister aux tendances liquidatrices : ce n'est tout de même pas rien !

Les trois ans qui se sont écoulés depuis le congrès de la Casa de Campo sont à cet égard révélateurs : la CNT a indiscutablement « une bonne image » dans la classe ouvrière, mais ce sont toujours les organisations « majoritaires » — Commissions ouvrières et Union générale des travailleurs — qui tirent, avec la complicité des patrons et de l'Etat, les marrons du feu. Si les problèmes d'identité ne se posent plus avec la même acuité, la stratégie syndicale à court terme manque d'ampleur. La remarquable campagne contre les comités d'entreprise et les élections syndicales, des conflits comme ceux de Mir-Miró à Ripollet et Domecq à Jeréz, où la CNT a récemment joué un rôle prépondérant, ne sauraient masquer les déficiences qui persistent.

C'est donc sur les problèmes de l'action syndicale que devra se pencher le 6^e congrès. Il est clair d'ailleurs que le huitième point de l'ordre du jour — « Situation et action syndicale » — sera au cœur du congrès, même si l'on y aborde également des thèmes aussi divers que le fonctionnement de l'organisation, les

formes actuelles du capitalisme, la situation militaire, les nationalismes, les mouvements marginaux, la culture, etc.

L'élément le plus spectaculaire du débat syndical qui va se développer au cours du congrès sera sans conteste celui des élections syndicales, même si de nombreux syndicats de la CNT ont déjà mis en garde contre une trop grande focalisation des polémiques sur ce thème. En effet, depuis le 5^e congrès, la CNT dénonce les élections syndicales et les comités d'entreprise qui, d'ailleurs, ne jouissent que de très peu de prestige auprès des travailleurs. Or, malgré un taux d'abstentions très fort aux élections syndicales — plus de 60% — la CNT est constamment marginalisée par les médias et souffre de ne pouvoir s'accrocher à aucun ressort légal pour son action dans l'entreprise. A la veille du congrès, s'il est peu vraisemblable qu'il y ait des délégués en nombre pour défendre les comités d'entreprise imposés par le gouvernement, on peut affirmer qu'une partie des débats tournera autour de la possibilité de participer à la confrontation électorale. Les uns diront qu'il s'agit d'un moyen pour sortir de l'isolement et en finir avec la rengaine des « syndicats majoritaires ». Les autres rétorqueront qu'il s'agit là d'un premier pas dangereux vers l'intégration et que lorsqu'on a mis le doigt dans l'engrenage... (3). Quelle que soit l'issue de ce

débat, les uns et les autres devront se pencher avec le plus grand soin sur le huitième point de l'ordre du jour, chapitre 6 : « Méthodes d'action syndicale et formes d'application ». Car la CNT ne saurait se contenter d'agir — que ce soit pour boycotter ou pour participer — dans le seul cadre des institutions.

Il lui faut avant tout être une force de proposition. Il lui faut faire preuve que ses méthodes de lutte propres restent efficaces dans le monde moderne et pour cela il faut les actualiser et les vivre.

Tel est l'enjeu du 6^e congrès. Mais soyons-en sûrs : aussi importants que puissent être ces congrès, c'est encore dans les ateliers, dans les quartiers, dans la rue, que se bâtit, jour après jour, une organisation ouvrière comme la CNT.

(1) A la fin d'un commentaire qu'il signait dans Le Monde, il y a quelques jours, Thierry Malinca signalait que le PC semblait incapable, après son naufrage électoral, d'occuper l'espace laissé vacant à la gauche du Parti socialiste. C'est dire si la situation a changé !

(2) De nombreux « rescapés du naufrage » semblent maintenant mettre beaucoup d'espoir dans un « retour honorable ».

(3) En présentant l'opération comme un « test », la section du métro du Syndicat des transports CNT de Barcelone s'est présentée aux élections syndicales et y a remporté un succès notable puisque la CNT a obtenu neuf délégués et que UGT et Commissions ouvrières n'en ont obtenu que huit en tout. Cependant, les motifs de crispation ne manquent pas, puisque cette action s'est réalisée avant que le congrès en discute et qu'il n'est pas certain que les résultats soient partout aussi spectaculaires !

BOLIVIE

LA CONDITION OUVRIÈRE DANS LES MINES DE CANARIA



DÉCEMBRE 1982 : après 93 jours de marche et 758 kilomètres à pied dans les Andes, ne survivant que de la solidarité des habitants des régions traversées, la population d'origine indienne des mines de Canaria

attend sur un terrain de football à Lima (stade José Granda) que le ministre du Travail se penche sur son cas. Ces 1 300 personnes campent dans des conditions misérables. Des couvertures et des sacs en toile abritent hommes, femmes et enfants. Ils sont

là depuis début novembre à l'issue d'une longue marche au cours de laquelle six personnes, dont quatre enfants, ont trouvé la mort. Arrivés à Lima, ils survivent difficilement et affrontent la typhoïde, les fièvres, la diarrhée, etc. C'est pourtant la seule solution qu'il leur restait à envisager après que les propriétaires décident de fermer la compagnie Minas Canaria. S.A.

Il se peut que, pour le Pérou, le cas des mineurs de Canaria (située à 3 600 mètres d'altitude dans le département d'Ayacucho) soit bien ordinaire.

Que la famille Pareja-Pflucker, propriétaire de la mine, n'ait pas payé : les salaires depuis janvier 82, les vacances depuis 81 et la Sécurité sociale depuis deux ans (même si les retenues sur les salaires ont été effectuées) est sans doute caractéristique de la politique actuelle qui vise à régénérer l'économie péruvienne en la débarrassant de ses lourdeurs passées. Le Fonds monétaire international recommande chaudement cette politique et voudrait redonner au capitalisme péruvien son efficacité maximale.

Question efficacité, les Pareja-Pflucker s'y entendent. Ces dernières années, ils ont investi dans des sociétés industrielles et commerciales qui gravitent autour de l'activité minière. Mais ces sociétés très diversifiées produisent des bénéfices bien plus juteux, et lorsque l'avenir de ces sociétés semble assuré, les Pareja-Pflucker décident de fermer la mine sous

prétexte de sa non-rentabilité. Bien sûr, les syndicats des ouvriers et des employés contestent cette décision et produisent les chiffres de production. La Minas Canaria ne connaît aucun problème financier ou autre. Malgré tout, cette décision a été prise sans égard pour toute cette population totalement dépendante de la mine pour se nourrir, se vêtir et couvrir ses besoins.

C'est pourquoi la principale revendication concerne la réouverture, la nationalisation de la mine (une loi prévoit la reprise par l'Etat des usines en faillite) et le paiement des arriérés de salaires. Une autre revendication concerne la libération des travailleurs emprisonnés pour terrorisme et le retrait de nombreuses plaintes pour le même motif. L'accusation de terrorisme au moindre signe de révolte lorsque les ouvriers meurent de faim est une tactique favorite des tenants du capitalisme sauvage. Au Pérou, la situation est trouble et un dernier quarteron de maoïstes du Sendero Luminoso (Sentier Lumineux) pratique la lutte armée justement dans la région d'Ayacucho. Ainsi, le « complot terroriste » semble devenir l'explication la plus commode même si, l'année dernière, trois ouvriers de la mine ont été abattus et que les meurtres ont été attribués à Sendero. Il est intéressant de voir ce qu'en disent les syndicats des mines : « L'éloignement de la gauche des luttes populaires et le manque d'alter-

natives révolutionnaires a favorisé le développement d'alternatives dogmatiques et d'extrême gauche qui ont percé dans les secteurs pauvres et marginalisés du peuple, comme c'est le cas de Sendero Luminoso qui, malgré qu'il exprime la situation de faim, de misère et d'oubli politique et social d'une partie du peuple, n'est pas autre chose qu'un mouvement dogmatique et militariste qui ne représente pas une alternative politique capable d'articuler les luttes de l'ensemble du peuple. »

Un autre phénomène que le gouvernement ne souhaite pas voir se marginaliser, c'est celui de la gestion directe des entreprises, des mines en l'occurrence. En 1973, les ouvriers de la mine Cata-Acari prirent en main l'administration de leur entreprise dans des conditions tout aussi désastreuses. Ils ont pourtant réussi à augmenter de 10% la production et, en 1979, la dictature militaire redonna la mine à son ancien propriétaire. Celui-ci ne mit que trois ans, soit en 1982, pour refaire faillite. Actuellement ces travailleurs sont en grève de la faim pour se réapproprier leur outil de production. Les mineurs de Canaria les soutiennent activement et trouvent dans leur lutte un enseignement irrefutable qui les confirme dans la justesse de leur cause et dans la nécessité d'aller jusqu'au bout. La gestion directe dans les mines péruvienne est une idée qui fait son chemin.

A PROPOS DE LIBERTÉ

CET article d'Errico Malatesta, paru dans *Umanità Nova* du 24 novembre 1921, est extrait d'un ouvrage qui a pour titre : *Anarchistes, socialistes et communistes* (1). Celui-ci rassemble des textes du célèbre anarchiste italien, pour la plupart jusque là inédits en français, qui ont été écrits dans le feu des événements de 1890-1930 et qui montrent à l'évidence l'opposition entre anarchistes et autoritaires.

Notre fierté est d'être, d'abord et avant tout, les défenseurs de la liberté : liberté non seulement pour nous, mais aussi pour tous ; liberté non seulement pour ce qui nous paraît à nous être la vérité, mais aussi pour ce qui peut être ou paraître une erreur.

Nous connaissons bien la principale objection qu'essayent de nous opposer nos adversaires qui sont, eux aussi, pour une certaine liberté, mais limitée à leurs propres personnes, à leur propre parti, à leurs propres idées et qui se traduit par des abus et par la tyrannie aux dépens d'autrui.

Ils nous disent : vous faites de la liberté une espèce de divinité, vous réclamez la liberté absolue, qui est impossible et absurde.

Nous avons plus d'une fois répondu à cette interprétation, contraire à la vérité, de ce que nous pensons, mais, naturellement, sans réussir à nous faire entendre de ces sourds... qui ne veulent pas entendre.

Il n'y a rien d'absolu dans nos conceptions parce que nous sommes profondément persuadés de la relativité de toutes choses, dans la mesure du moins où les hommes peuvent les concevoir.

Ce n'est pas une liberté abstraite, métaphysique que nous réclamons : cette liberté qui brise les liens unissant l'homme à la nature et à la société serait la négation et l'anéantissement de l'humanité.

Tout ce que nous réclamons, c'est ce que l'on pourrait appeler la liberté sociale : l'égalité liberté pour tous, et une égalité des conditions qui puisse permettre à tous et à chacun d'agir comme il l'entend avec, comme seule limite, celle qu'imposent les nécessités naturelles inéluctables et l'égalité liberté de tous.

— Alors vous voulez donc aussi la liberté pour les bourgeois ; avec votre manie de la liberté, vous voulez faire obstacle au prolétariat dans sa lutte pour l'émancipation — paroles maintes fois répétées dont se gargarisent les communistes dont les discours viennent tout droit du gouvernement de Moscou.

cette affirmation serait tout simplement stupide si elle n'était intentionnellement perfide et si elle ne tendait pas, comme c'est le cas de toute évidence, à présenter sous un mauvais jour même le prolétariat — que ces mêmes communistes voudraient gouverner demain selon leur bon plaisir, sans être gênés par ces empêchements de danser en rond que sont les anarchistes.

N'importe qui trouverait ridicule de penser que nous, partisans de la liberté, nous voudrions que chacun ait la liberté de tuer ses semblables. Il n'y a que les communistes pour trouver qu'il est sérieux d'affirmer que nous voudrions voir respecter la liberté des bourgeois d'exploiter le travail d'autrui, ce qui est finalement une façon moins voyante de tuer les autres.

La liberté que nous voulons, nous, ce n'est pas le droit abstrait d'agir comme on l'entend : c'est de pouvoir le faire. Cela suppose donc pour chacun les moyens de pouvoir vivre et agir sans se soumettre à la volonté d'autrui.

Et comme la première condition pour vivre, c'est de produire, la libre disposition pour tous du sol, des matières premières et des instruments de travail est nécessairement la condition préalable de la liberté.

Ce qui constitue l'essence de la bourgeoisie, c'est l'accaparement des moyens de production et d'échange qui la met en mesure d'exploiter l'œuvre des travailleurs et d'orienter tout le processus de la production et de la distribution en fonction de son propre profit, en tenant compte le moins possible des intérêts des producteurs et des consommateurs.

Tant que cet accaparement existera, il n'y aura pas de liberté pour la grande masse des prolétaires qui doivent mendier leurs moyens d'existence auprès des bourgeois. Et tous les changements de régime politique s'avèreront incapables de garantir aux prolétaires la liberté et la justice, même en supposant la meilleure volonté du monde de la part des gouvernants.

Il est donc clair que notre but principal est d'expropriar la bourgeoisie et, naturellement, d'abattre le gouvernement qui est là pour la défendre.

La bourgeoisie résistera et défendra ses privilèges avec tout l'acharnement imaginable ? Bon, eh bien nous, nous l'attaquerons et nous combattrons avec la plus grande énergie et nous n'aurons de cesse que nous ne l'ayons réduite à l'impuissance et détruite en tant que classe, en lui enlevant les moyens d'exploiter le travail d'autrui et en ayant fait en sorte que les bourgeois se fondent dans la masse des travailleurs avec des droits égaux à ceux de tous les autres.

C'est là qu'est la différence entre les communistes et nous face à la bourgeoisie.

Eux veulent la combattre et la vaincre par des moyens de policiers et organiser un nouveau gouvernement, une dictature qui supprimerait toute liberté de pensée et d'action pour ceux qui ne jouissent pas de la protection des dictateurs. Ils ne réussiraient à détruire la classe bourgeoise qu'en créant une nouvelle classe privilégiée qui, au début, serait une classe bureaucratique et qui se transformerait rapidement en une nouvelle classe capitaliste.

Nous, nous voulons combattre et abattre la bourgeoisie par des moyens révolutionnaires, par l'action directe des masses prolétaires qui prennent possession des moyens de production. Qui sait quelle méthode les bourgeois apprécieront le plus !

Autre remarque. Nous sommes des adversaires résolus, irréductibles, du régime bourgeois. mais il ne faut pas oublier que l'Histoire a connu des régimes pires que le régime bourgeois et que, si on n'y veille pas, l'avenir pourrait bien nous réserver des régimes pires encore.

Si le régime bourgeois devait être remplacé par un gouvernement de fanatiques qui voudraient nous donner quelque chose comme le communisme des Jésuites du Paraguay, nous ne deviendrions pas pour autant des amis du régime déchu, ça non ! Nous combattrions aussi résolument le nouveau régime que l'ancien.

Errico MALATESTA

(1) Edité par le groupe du 1^{er} Mai d'Anancy. En vente à la Librairie du Monde Libertaire : 50 F.

NOTES DE LECTURE

« Rosa Luxemburg et le spontanisme révolutionnaire »

par Daniel Guérin



Rosa Luxemburg

d'irréalité ou d'imbéciles sans espoir.

Bref, c'est là qu'échouent tous les marxistes honteux rongés par la mauvaise conscience, mais incapables de mener le doute qui les tenaille à son terme ultime.

« Bizarrement » cependant, on note de-ci de-là la présence à leur côté de quelques clowns tristes du marxisme libertaire à la recherche d'auditeurs susceptibles de leur servir de marchepied pour accéder à cette fameuse troisième voie du mariage entre le marxisme et l'anarchisme.

Tel est le sens du livre de Guérin *Rosa Luxemburg et le spontanisme révolutionnaire* (1). Et sa recherche est pathétique. Pitoiable même. Car même si le luxemburgisme est moins pire que le léninisme ou le stalinisme, il faut vraiment faire preuve d'un aveuglement forcené ou d'une perversité colossale pour y trouver un terrain d'entente non miné avec l'anarchisme. Mais voyons voir de plus près !

Rosa Luxemburg, c'est bien connu, s'est faite remarquer par ses critiques de la social-démocratie et du léninisme et par ses prises de position en faveur de la spontanéité des masses et de la grève générale. On le voit, il s'agit donc d'un oiseau rare au sein de la vo-

lière des anonneurs de Saint-Marx. Mais il ne faut pas se laisser abuser par les mots.

A propos de la spontanéité révolutionnaire des masses, Rosa Luxemburg a parfaitement mis à nu le rôle contre-révolutionnaire des soi-disant avant-gardes social-démocrates ou bolchéviques. Elle a montré comment la social-démocratie s'embourbait dans le réformisme, le légalisme et le crétinisme parlementaire. Elle a dénoncé l'optique militariste du bolchévisme. Mais cela étant, elle est toujours restée le cul entre deux chaises. Ni spontaniste (nous ne le sommes pas non plus) ni avant-gardiste bête et méchante, à la mode social-démocrate ou bolchévique (nous le sommes encore moins), elle n'a cependant jamais franchi le pas qui aurait pu qui aurait pu la mener vers le concept de minorité agissante. Et donc, au gré des événements, elle s'est naturellement retrouvée soit sur les positions de la social-démocratie soit sur celles du bolchévisme, allant jusqu'à écrire : « La social-démocratie est l'avant-garde la plus éclairée et la plus consciente du prolétariat. » Sans commentaire !

De même, pour ce qui concerne son rapport avec la grève de masse, Rosa Luxemburg reste marquée au fer rouge de l'ambiguïté. Elle se prononce en faveur

de la grève de masse, mais contre la grève de masse sociale (la grève générale anarchiste visant à remettre en route l'économie au profit des travailleurs) et contre la grève générale militaire visant à substituer la guerre civile, classe contre classe, à la guerre entre Etats et nations. Et Guérin s'étonne de cela. « Si surprenant que cela puisse nous paraître aujourd'hui, Rosa Luxemburg crut devoir emboîter le pas aux dirigeants sociaux-démocrates pour condamner aussi bien la grève générale sociale que la grève générale militaire. » Mais il n'y a là rien d'étonnant. La grève générale en faveur de laquelle se prononce Rosa Luxemburg est une grève générale politique dont le seul but est d'appuyer l'action du parti. On voit le genre.

Dans ces conditions, on voit mal où se situe la possibilité d'une entente, voire même d'un dialogue, avec les tenants du luxemburgisme. Le charme discret des mots, l'ambiguïté qui sourd constamment et les illusions qui sont éjaculées à tous vents n'opèrent que face à des analphabètes politiques ou des hémiplégiques de l'intelligence.

Désolé, nous ne faisons pas partie de ces gens-là.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Aux éditions Spartacus.

TOUS les marxistes qui ne portent pas des lunettes noires sur l'intelligence et qui gardent au cœur un minimum de sincérité par rapport à leur révolte originelle, c'est-à-dire très peu d'entre eux, finissent généralement par promener leur névrose purulente et leur cédipe idéologique mal digéré dans les corridors embrumés du communisme de conseil ou du luxemburgisme. C'est

ainsi, ils ne peuvent y échapper. C'est cela ou le suicide.

Et là, à l'ombre d'Anton Pannekoek ou de Rosa Luxemburg, ils peuvent alors rêver tout haut d'un marxisme qui ne secréterait pas le totalitarisme et d'un parti d'avant-garde vacciné contre le léninisme et le stalinisme. Et ils ne se privent pas de rêver, et de rêver encore. Et dans leur regard enfiévré, on peut voir briller cette inquiétante leur dont on ne sait jamais si elle est le propre de fous enfermés à jamais dans un délire

COBRA - SITU - PROVOS

O N reparle beaucoup du mouvement COBRA. L'éditeur J.M. Place a publié en reprint les numéros de la revue *Cobra* et différentes expositions sont consacrées aux peintres et sculpteurs de l'équipe. L'esthétique de COBRA est souvent commentée, comme ayant été une violente réaction figurative contre l'art abstrait alors en vogue dans l'avant-garde, mais on parle moins des implications philosophiques et politiques de COBRA. Ce que je me propose de faire aujourd'hui.

Tout d'abord, pour ceux qui l'ignoraient, COBRA est un sigle formé des initiales de trois villes : Copenhague, BRuxelles, Amster-dam. Trois villes qui, entre 1948 et 1951, dates du mouvement COBRA, réagirent contre le despotisme de l'École de Paris. Tant par leurs écrits que par leurs peintures, leurs sculptures, leurs films (COBRA, comme le surréalisme, aspira à tout révolutionner), les artistes de COBRA se voulaient « barbares » exaltaient l'art populaire, le dessin d'enfant, l'art viking et esquimaux. Révolte de jeunes artistes et d'artistes de pays « marginaux » nordiques contre le centralisme artistique alors parisien, l'existence de COBRA en tant que groupe constitué fut brève : trois ans. Mais les groupes d'avant-garde ont souvent une activité intense et fulgurante et une telle influence, de telles répercussions ensuite, que l'on oublie par exemple que le fauvisme ne dura aussi que trois ans (1903-1907) et le cubisme sept ans (1907-1914).

Il est certain que la jeune peinture actuelle se réfère souvent au COBRA dans son désir de se détacher d'un intellectualisme qui a été celui de la génération abstraite, au profit d'un art plus instinctif, plus spontané.

Parmi les fondateurs de COBRA, le Danois Asger Jorn et le Hollandais Constant se retrouveront au comité de la revue *Internationale Situationniste*. Le situationnisme est d'ailleurs né de trois mouvements de jeunes : les surréalistes révolutionnaires (dissidents à la fois du surréalisme d'André Breton et du Parti communiste), COBRA et les lettristes. Si l'on ajoute que parmi les fondateurs du mouvement COBRA, Doremont, le poète belge, et Edouard Jaguer, le poète français, qui ont été à l'origine de COBRA, avaient été membres du Groupe surréaliste révolutionnaire, on voit l'imbrication des mouvements d'avant-garde d'alors.

Jorn et Constant vont jouer un rôle important dans le groupe situationniste qui prolonge leur action de COBRA, de 1958 à 1961. Puis l'on retrouve Constant dans le groupe hollandais Provo, après 1964.

Personnellement lié au groupe COBRA, dont j'ai été le rédacteur français (de la revue) et ai organisé à Paris les premières expositions en 1951, j'avais trouvé chez Jorn et Constant, mes grands amis d'alors, et aussi chez Atlan (ex-trotskyste), une certaine affinité d'esprit, de pensée qui, sans être réellement libertaire, ne se posait pas moins comme réfractaire à toutes les idéologies dominantes de l'époque. De COBRA aux Provos, en passant par les situationnistes, se véhicule une pensée marginale qui trouvera son éclosion en 1968.

Michel RAGON

Une exposition rétrospective de COBRA se tient actuellement, jusqu'au 20 février, au Musée municipal d'Art moderne, avenue du Président-Wilson, Paris. Du 4 mars au 17 avril 1983, elle se transportera à la Maison de la culture de Chalon-sur-Saône et du 29 avril au 12 juin au Musée des Beaux-Arts de Rennes. Un important catalogue, publié à cette occasion, réunit nombre de documents et fait une chronologie très détaillée.

PEINTURE

« L'image-parole » par Richard Méric (1)

LES images que nous propose Richard Méric sont à situer dans un lieu fictif de la représentation picturale, lieu où se rencontreraient et s'accorderaient la peinture (couleur et technique), le dessin (graphisme et forme), la photographie (représentation de la réalité), la bande dessinée (narration et personnages immobiles) et le cinéma, par la densité, l'étendue et le déroulement des histoires. Ces méthodes de travail ou le départ d'un thème à illustrer ont des origines toujours différentes : lecture d'un livre, narration d'une histoire vécue, inspiration subite, etc. L'ensemble de la tâche consiste à créer une réalité globale jusque là inexistante, à partir de centaines d'idées et d'images empruntées à la réalité quotidienne sous la forme de photos de toutes origines et de modèles pris directement dans la nature. Le résultat ainsi obtenu tend à être la représentation d'un univers né du mariage du réel et de l'imaginaire.

La peinture de Richard Méric se situe à mi-chemin entre toutes les disciplines de l'image, images qui se rapprochent de la photographie de par leur réalité. Son œuvre contient ainsi autant d'idées et de paroles qu'un livre, pour peu que nous prenions la peine d'en ouvrir les pages.

Richard Méric, un peintre, une peinture à découvrir.

Bruno (groupe Région toulonnaise)

(1) Les Grands Chemins, 14, rue Grande, 83560 Vinon.

PERMANENCES DE
RADIO-LIBERTAIRE
89,5 MHz
(émettant sur Paris et proche région)
les jeudis et vendredis
de 14 h à 18 h
(au 145, rue Amelot, Paris-11*)

THÉÂTRE

YES, PEUT ÊTRE

A BORDER le théâtre avec un œil de plasticien n'est peut-être pas habituel, mais pourquoi pas ?

Est-ce un texte fort de Marguerite Duras qui ponctue une mise en scène forte de Moni Grego, ou l'inverse ? C'est là le mystère qui entoure la création collective pour le créateur solitaire que je suis (et il faut encore y ajouter la force de l'interprétation).

Trois personnages, trois personnalités différentes, et pourtant parfois les personnalités s'interpénètrent. Un homme seul, immobile, et deux femmes en mouvement. Et pourtant, parfois cet homme immobile sur son fauteuil roulant prend une telle force, une telle vie, qu'on ne voit plus que lui. Rôle difficile, interprété par Patrick Lafani ; face à lui, deux femmes qui, lorsqu'elles reprennent vie, effacent l'immobilité. La guerre : la mort ; la femme : la vie. Faut-il y voir une évidente symbolique ?

Quant au jeu des deux femmes, Silvine Simonet a une grande personnalité : en la voyant jouer, je ressentais intensément et en permanence cette puissance qui l'enveloppe, qu'elle la maîtrise ou qu'elle la laisse éclater. Face à elle, un rôle plus discret, ce qui ne veut pas dire plus faible, interprété par Ariane Loeser, rôle qui parfois prend de la force par ce jeu d'interprétation des personnalités qui fut pour moi un des plaisirs de la pièce.

Le décor de Robert Nardonne est si près de ma sensibilité que je ne peux qu'y adhérer. C'est le mérite de cette troupe d'avoir su faire un tout très homogène et très visuel de cette interprétation.

La fin est visuellement très belle. Mais, et ce sera ma seule critique, elle est affaiblie par la lecture du texte de Marguerite Duras : une interprétation plus tranchée, en coup de poing, aurait fait éclater à la fin de la pièce la violence cachée.

Du texte, je ne dirai rien, malgré la puissance qu'il dégage, il n'est pour moi que prétexte à la mise en scène qu'il ponctue avec force (ô combien !). Si je ne parle ici que de mon plaisir plastique, c'est par un parti-pris délibéré, puisque je tiens à être et à rester, au théâtre comme à la ville :

Servin (Plasticien)

Au Théâtre des Déchargeurs, 3, rue des Déchargeurs, 75001 Paris. Tous les jours à 18 h 30. Relâche le dimanche. Réduction pour les auditeurs de Radio-Libertaire.

SÉLECTION RADIO-T.V.

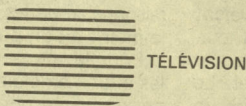


— France-Culture : le 6 janv. à 20 h : *Les marchés de sable*, de Andref Chedid. Un beau roman adapté à la radio.

Le 7 janv. à 20 h : *René Cassin, fantassin des droits de l'homme*. Le portrait d'un militant sincère pour la défense des droits de l'homme.

Le 8 janv. à 16 h 20 : *Faut-il brûler Mélanie Klein ?*, de Emile Noël. Une des créatrices de la psychanalyse d'enfant.

Le 9 janv. à 14 h 05 : *La tragédie de l'homme*, de Imre Madach. Fut, en 1860, salué comme un événement littéraire en Hongrie.



— TFI : le 6 janv. à 22 h 05 : *Histoire des inventions*. De découverte en découverte : de la boussole à Gengis Khan à l'imprimerie inventée... en Chine !

Le 8 janv. à 16 h 25 : *La Voie Jackson*. Déjà diffusé, mais un des meilleurs films jamais tournés sur l'alpinisme.

Le 9 janv. à 20 h 35 : *Les choses de la vie* (1970). On dit qu'à l'heure de la mort, les hommes revivent leur passé. Claude Sautet en a tiré de cette idée... et du roman de Paul Guimard (membre maintenant de la Haute Autorité de l'audiovisuel...) un film remarquable.

Le 10 janv. à 20 h 35 : *Les poneys sauvages*. Troisième épisode du téléfilm du roman de Michel Deon. Le contexte : la fin de la guerre d'Algérie.

Le 11 janv. à 20 h 35 : *Le jour où Elvis est venu à Bremen-haven* et Megahertz. Pour les passionnés du rock.

— A2 : le 7 janv. à 23 h 05 : cycle Gary Cooper : *Sérénade à trois* (1933), de Ernst Lubitch, d'après la pièce de Noël Coward. Gary Cooper dans un rôle espion.

Le 11 janv. à 20 h 40 : *L'imprécateur* (1977). Le célèbre roman de R.V. Pilhes, mis en scène par Jean Yanne.

— FR3 : le 6 janv. à 20 h 35 : *Le général droit debout* (1972), de Francesco Massaro, avec Ugo Tognazzi. Un film antimilitariste italien, sur le ton de la dérision.

Le 7 janv. à 21 h 35 : *Que la gentiane est donc amère*, de Daniel Daneyrolles. Dans le village de Tauves (Puy-de-Dôme), les habitants de vivre complètement au pays.

Le 8 janv. à 20 h 35 : Finale internationale du grand prix de la chanson d'outre-mer. Un défi lancé aux animateurs de *Sans Frontières* de Radio-Libertaire.

Le 9 janv. à 22 h 30 : Cinéma de minuit : *Réglement de compte* (1953), de Fritz Lang, avec Glenn Ford. Sobre et solide.

Le 10 janv. : *La cinquième symphonie*, de Prokofiev. (Heure de programmation non communiqué).

Le 12 janv. à 20 h 30 : *L'art de la fugue*. Rien à voir avec Jean-Sébastien Bach, mais le drame d'un couple devant la procréation impossible.

BOBINO
17 JANVIER 1983
20 h (précises)

LES ADIEUX
DU VENT DU CH' MIN
écrivain
AU POÈTE
GASTON
COUTÉ

avec:
J. FLORENCIE
B. MEULIEN
G. PIERRON
M. ROBINE

Billets :
-50F : à la librairie Le Monde Libertaire,
Clémentine, Nuggets, Parallèles et Bobino (322 74 84)
-35F (pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire) :
à la librairie Le Monde Libertaire
145, rue Amelot 75011 Paris Tel: 805 34 98

Les éditions du Vent du Ch'min, qui ont réédité l'œuvre de Gaston Couté, organisent ce gala au profit de Radio-Libertaire.

Prochains invités de Radio-Libertaire

- Vendredi 7 janvier : « L'invité quotidien » (18-22 h) : la Ligue des droits de l'homme sur le thème du fichage ;
- « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : la revue *Axe Sud*.
- Samedi 8 janvier : « Croissant-show » (9-12 h) : florilège de la chanson révolutionnaire française.
- Lundi 10 janvier : « Le magazine pour rire » (14-18 h) : Anne Sylvestre.
- Jeudi 13 janvier : « La vie d'artiste » (16-18 h) : la revue *Plages* et le groupe BCG + Clément.

GROUPONS-NOUS ET DEMAIN...

AFFIRMER que la gauche conduit la même politique que la droite et va même plus loin que celle-ci ne l'aurait osé est maintenant dépourvu de toute originalité tant la démonstration a souvent été répétée, dans tous les domaines, depuis le 10 mai. Seuls peuvent encore se boucher les yeux et les oreilles les bigots de la social-démocratie ou du néo-stalinisme.

En ces lendemains qui déchantent, les anarchistes ne sont ni surpris ni déçus, car ils avaient été en mesure d'annoncer la tournure des événements. Il ne s'agit pas d'un don particulier. Le problème consiste à garder un peu de mémoire et à tirer les leçons de près d'un siècle d'histoire politique, ce qui est à la portée de tout un chacun.

Depuis qu'elle existe, et sous tous les cieux, la social-démocratie au pouvoir n'a jamais fait autre chose que de gérer loyalement, selon l'expression de Blum, les affaires de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de maintenir l'ordre établi, de respecter la toute-puissance du capital et par conséquent de faire payer les pauvres. Sa seule raison d'être est manifestement de permettre le fonctionnement de l'alternance, pièce maîtresse de la démocratie parlementaire et qui a, jusqu'à présent, assuré la pérennité du système. A ce jeu, il est arrivé que la social-démocratie y perde beaucoup de plumes et on se souvient du misérable niveau où la SFIO était tombée à la fin des années cinquante. Il a fallu l'OPA de Mitterrand, conduite avec ruse et patience, pour redonner des couleurs au PS. Et la crise économique pour accélérer l'usure de la droite.

Quant au PC, lorsqu'il sait qu'il ne peut raisonnablement espérer s'approprier, pour lui seul, l'appareil étatique, il n'a jamais d'autres préoccupations que de s'accrocher aux basques de la social-démocratie pour décrocher des portefeuilles et conquérir quelques places. Le mariage n'est cependant pas indissoluble. Le PC s'agrippera jusqu'à l'extrême limite, c'est-à-dire jusqu'au moment où la contradiction deviendra irréductible entre les avantages de la participation au pouvoir et la nécessité vitale

de conserver l'essentiel de son influence dans la classe ouvrière. En 1947, il a attendu que le socialiste Ramadier le bote hors du gouvernement à l'occasion de la grève Renault. L'histoire va-t-elle se répéter ?

La déchirure de la gauche d'abord et, dans l'indifférence d'une bonne partie de ceux qui l'avaient portée au pouvoir, le retour du balancier à droite (pour longtemps, sans doute) ne sont que des hypothèses, bien sûr, mais il ne serait pas raisonnable de les négliger, c'est le moins qu'on puisse dire.

Pour le moment, les uns et les autres emploient des trésors de jésuitisme pour que perdure la coalition, pour justifier tous les reniements. Le PS et la CFDT en appellent aux « nouvelles solidarités », le PC et la CGT organisent des manifestations contre le seul patronat privé.

Mais bloquer les salaires, casser l'échelle mobile, réduire les prestations des chômeurs et des préretraités, comme aurait dit le regretté Maurice Biraud, il fallait le faire, et seule la gauche le pouvait. Barre reconnaît, paraît-il, en privé, qu'il n'aurait pas osé. Voilà qui laisse pantois beaucoup de gens qui avaient cru aux vertus du bulletin de vote pour promouvoir le changement...

Pour l'instant, l'amertume, le mécontentement, demeurent intérieurs. Le désarroi conduit à l'apathie. Les syndicats perdent des adhérents et les absentions ont été plus nombreuses aux élections prud'homales. Les seules luttes qui se produisent sont défensives, pour le maintien de l'emploi, dans des entreprises en liquidation ou en restructuration.

Cette situation est dramatique car elle aggrave les difficultés des plus démunis, des plus exploités. Mais aussi parce que c'est l'idée même du socialisme qui est, une fois de plus, discréditée par la politique social-démocrate, comme elle l'est également par les horreurs du fascisme peint en rouge.

L'extrême gauche marxiste s'est elle aussi déconsidérée en s'agrippant aux basques de la gauche, en appelant de tous ses vœux un gouvernement PS-PC, en invitant à voter Mitterrand. Dans ses revendications,

elle avait ajouté un pourcentage de surenchère au programme des grands partis pour paraître « révolutionnaire ». Aujourd'hui, elle implore Mitterrand de respecter ses engagements.

Alors, dans cette situation, il subsiste tout de même une chance à saisir, pour les anarchistes : il s'agit de montrer que le socialisme véritable c'est autre chose. Et que ce socialisme ne peut être que libertaire.

Le problème essentiel de la prochaine période sera, en effet, d'empêcher que l'indifférence, le découragement, ne deviennent endémiques, apathie seulement troublée par quelques coups de colère sans lendemains, vite réprimés ou récupérés. A moins que ce ne soit par quelques coups de flammes racistes, exutoires que les classes dirigeantes s'entendent toujours à utiliser dans les périodes de crise.

Face à cette situation, les anarchistes n'ont pas de recette miracle à proposer, pas de promesses à faire puisqu'ils en appellent à tous les individus pour qu'ils prennent enfin leur sort en charge. Ils ne revendiquent aucun pouvoir puisqu'ils veulent que l'Etat disparaisse pour faire place nette à l'auto-gestion de l'économie par les producteurs, de la société par tous les citoyens.

Ils sont persuadés que la solution à tous les problèmes de notre époque ne réside que dans une transformation complète de la société, dans ses fondations économiques, dans ses structures sociales, dans les mentalités. La condition sine qua non de cette révolution sociale est la régénération du mouvement ouvrier, son retour aux sources, que des générations que politiciens ont détournés et pollués. Ce qui signifie qu'il faudra transformer les organisations de classes, essentiellement les syndicats, pour qu'ils redeviennent à la fois des outils efficaces pour la défense des revendications immédiates et les instruments de la lutte révolutionnaire. Ou, alors, il faudra créer autre chose, mais ça, c'est la vie qui en décidera et non la théorie. Quoi qu'il en soit, il ne se produira pas de miracle en la matière. Le spontanéisme est une vue de l'esprit. Il n'y a pas davantage de génération spontanée dans l'histoire

des sociétés humaines que dans la nature. Le grain doit être semé. Si le prolétariat s'est levé pour la révolution dans l'Espagne de 1936, c'est parce qu'il y avait été préparé pendant des décennies.

Les artisans de cette œuvre ardue et de longue haleine ne peuvent être que les anarchistes. Mais il leur faut se donner les moyens à la mesure de l'ambition. Proudhon a démontré que dans la production, l'association décuple les forces et permet de construire ce que jamais des individus isolés n'auraient pu édifier. C'est également vrai dans tous les domaines de l'activité sociale. L'individu isolé n'est libre que de ne rien faire. Seule l'organisation peut donner la vraie liberté, celle d'agir. Ainsi, c'est elle qui permet de réunir les moyens matériels d'une large diffusion des idées, qui fournit les possibilités pratiques d'intervention.

C'est également l'organisation qui rend possible l'analyse collective, la confrontation des points de vue pour aboutir à la compréhension des phénomènes sociaux, à l'élaboration de principes d'action.

Des structures, un fonctionnement fédéralistes permettent l'efficacité tout en sauvegardant l'autonomie des individus et des groupes, en évitant les écueils de la bureaucratisme.

Les propos de Malatesta, à ce sujet, sont toujours parfaitement d'actualité. Il écrivait, à propos du mouvement ouvrier : « ... il faut le ferment, la poussée, l'œuvre concertée des hommes d'idées qui combattent et se sacrifient en vue d'un idéal à venir. Sans ce levier, tout mouvement tend fatalement à s'adapter aux circonstances, il engendre l'esprit conservateur... D'où la pressante nécessité d'organisations proprement anarchistes qui, à l'intérieur, comme en dehors des syndicats, luttent pour l'intégrale réalisation de l'anarchisme et cherchent à stériliser tous les germes de corruption et de réaction ».

Aujourd'hui, notre Fédération peut-être ce levier. A nous de lui donner suffisamment de puissance.

Sébastien BASSON

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.